

L'ÉTOILE DU NORD
ÉDITION FRANÇAISE

Northstar  **Compass**

Conseil international pour l'amitié et la solidarité avec le peuple soviétique
Société des Carpatho-Russes Canadiens



L'internationalisation du yuan pourrait commencer par la coopération avec l'ASEAN



La croissance continue du commerce et de l'investissement consolide la position du yuan dans les affaires transfrontalières entre la Chine et l'ASEAN, et contribue activement à son internationalisation. Les pays de l'ASEAN offriront le premier champ d'essai du yuan en tant que devise internationale.

Au cours de ces dernières années, avec l'élargissement de la coopération économique et commerciale, la construction du mécanisme financier entre la Chine et l'ASEAN a connu de réels progrès. En juillet 2009, l'ASEAN est devenu la première zone d'essai du règlement en yuans dans les affaires transfrontalières, et la Chine a établi des accords avec des pays membres de l'ASEAN sur l'échange de devises ou la création d'instituts financiers réciproques. À la fin du mois de juillet 2011, le montant des règlements en yuans dans les affaires transfrontalières chinoises s'élevait à près de 1 100 milliards de yuans.

La Chine a établi avec la Thaïlande, les Philippines, la Malaisie et l'Indonésie six accords sur les échanges de devise pour une valeur totalisant 63,5 milliards de dollars. La banque centrale chinoise a par ailleurs établi, avec les autorités concernées de Malaisie, d'Indonésie et de Singapour, des accords sur les échanges des devises locales pour une valeur totalisant 330 milliards de yuans, afin de soutenir les transactions bilatérales directes et les investissements directs. Depuis 2010, le taux

de change entre le yuan et le ringgit de Malaisie est coté pour l'échange direct.

A présent, les banques centrales ou les autorités concernées de certains pays de l'ASEAN tels que les Philippines et la Malaisie ont classé le yuan parmi leurs devises de réserve, le règlement en yuans est pratiqué dans tous les pays de l'ASEAN, et l'investissement transfrontalier direct en yuan est de plus en plus établi.

Des professionnels actuellement présents au 3e Forum Chine-ASEAN de la coopération financière et des leaders du développement ont indiqué qu'il est impossible de réussir l'internationalisation d'une monnaie sans la coopération financière entre les pays locaux. Compte tenu de la coopération économique et commerciale actuelle, de la situation géographique, de l'origine historique et de la géopolitique, la coopération financière et monétaire entre la Chine et l'ASEAN est considérée indispensable pour la réussite de l'internationalisation du yuan.

Selon Tang Shuangning, président du conseil d'administration du groupe Everbright (Guangda), l'internationalisation du yuan va suivre une procédure allant, géographiquement, de l'emploi dans les pays voisins, à l'emploi dans les pays régionaux et enfin à l'internationalisation ; et au niveau de sa fonction, d'une monnaie de règlement, à une monnaie d'investissement, et enfin à une monnaie de réserve.

La Chine s'efforce actuellement de promouvoir l'internationalisation de sa monnaie. Selon des experts, grâce à la création de la zone de libre-échange Chine-ASEAN, l'ASEAN est devenu le troisième partenaire commercial de la Chine. Il est donc nécessaire pour la Chine d'élargir et de renforcer la coopération financière régionale avec les pays membres de l'ASEAN, et une forte réorganisation économique et financière dans le monde comme dans la région de l'ASEAN pourrait être favorable à la régionalisation du yuan.

Source:

China.org.cn

Annexe n°2 : Programme de l'OCF (août 2010).

Du livre «LE RÉVEIL DU DRAGON »

de VINCENT GOUYSSÉ

suite

TOUT EST BON POUR LA BOURGEOISIE POUR DIVISER LE PEUPLE

— Parmi les couches les plus pauvres de la société, qui existent massivement en périphérie des agglomérations, il y a aussi les trafics en tout genre qui génèrent beaucoup plus d'argent que n'importe quel travail et idéologiquement conduisent au fascisme (gang, prostitution, drogue). Les communistes auront ces franges de population face à eux si des situations révolutionnaires devaient advenir.

— La jeunesse est depuis des années et plus particulièrement depuis les « années Mitterrand » le « cœur de cible » de l'embrigadement et du décervelage systématique. La destruction de l'enseignement public, l'invasion des jeux virtuels, l'internet et ses pseudo « réseaux sociaux », la focalisation sur le football, le sport et le spectacle en général, conditionnent des générations entières à être des sujets passifs de la société. Société immuable qui apporte sucreries et divertissements.

— Et bien sûr, pour tout le monde, omniprésence de la propagande de masse à côté de laquelle les propagandistes nazis sont des nains. Les chaînes de télévision, radio, médias en général, déversent à longueur de temps la conception bourgeoise du monde et des rapports humains, distillent sans cesse sur des centaines de médias une propagande anti-communiste de haute qualité.

N'est-il pas un peu normal que les communistes se sentent impuissants ? Car où est le point positif, d'où viendrait une lueur d'espoir ?

Ces questions, camarades, Lénine, Mao Ze Dong, Staline en pleine guerre, Enver Hoxha, et bien d'autres révolutionnaires se les sont déjà posées ! Et ils y ont répondu avec succès.

Comment ont-ils fait ? Avaient-ils un secret ? Non c'étaient des hommes comme les autres, sauf que :

1. ils avaient une confiance absolue dans l'homme et ses capacités historiquement démontrées,

2. ils avaient beaucoup étudié l'Histoire et les principes du matérialisme dialectique.

Cela paraît peu, mais réfléchissons en communistes. Nous savons que l'Histoire est un enchaînement de processus. Ce qui était hier ne sera plus identique demain. L'enfant devient un adulte pas un grand enfant !

Rien n'est figé ou définitif. L'homme fut primitif et au cours du temps il a compris puis maîtrisé son environnement.

Sur ces simples remarques on peut déjà conclure sur l'avenir :

La situation actuelle évoluera que nous le voulions ou non. Cette évolution aura une action en retour sur la conscience des hommes (c'est un des principes de la dialectique matérialiste). Par exemple : à force de baisser le revenus des salariés, d'abaisser leur niveau de soin, leur possibilité de s'instruire ou d'avoir des loisirs, que va-t-il se passer ?

Autre exemple : les capitalistes délocalisent pour casser les montants des salaires, mais en supprimant les emplois ils suppriment aussi ceux qui PEUVENT encore acheter des objets. Pourtant ils produisent ces objets en quantité là où la main d'œuvre n'est pas chère. Donc d'un côté ils détruisent « leur » marché et de l'autre ils baissent leur taux de profit ; en quelque sorte ils scient la branche sur laquelle ils sont assis !

L'avenir est donc loin d'être figé comme les intellectuels capitalistes veulent nous le faire croire. La crise dans laquelle nous nous trouvons n'est qu'une des métastases du cancer qui rongent le système capitaliste tout entier.

Ce qu'il faut savoir, c'est ce que nous pouvons faire. Car dans sa logique le capitalisme a toujours choisi les solutions les plus extrêmes (guerre, répression de masse, fascisme). En fait pour lui, à un certains moment de ses contradictions, ce sont les hommes

qui sont de trop. Ceux qui ne consomment plus (parce qu'il les a appauvris), ceux qui se révoltent (parce qu'ils leur laisse des salaires infimes).

La guerre résout ce problème.

La guerre, cette autre forme de la politique, peut revêtir deux aspects suivant le lieu ou la contradiction exposée ci-dessus se dénoue.

_ Dans un pays capitaliste donné (ou un groupe de pays, comme en Europe) ou dominant les mêmes groupes, les mêmes politiques, la bourgeoisie peut provoquer, organiser, ou laisser faire une guerre civile (la Commune de Paris fut une guerre civile par exemple), cela lui laisse le temps pour que des couches de population laissent éclater leur colère. Mais nous savons bien en tant que communistes que, faute de parti communiste, la « reprise en main » se fera rapidement, le jour ou la colère populaire viendrait à se retourner vers les vrais fauteurs de troubles : les exploités.

_ Il est possible aussi que nous ne puissions empêcher une nouvelle guerre (de partage du monde, par exemple, entre la puissance chinoise montante et l'étasunienne déclinante).

Mais nous savons là aussi, par l'expérience du Mouvement Communiste International, que si dès à présent nous ne savons pas créer un parti communiste et rallier à nous ceux qui adhéreront aux thèses élaborées ci-dessus il sera impossible :

_ De créer les conditions d'un mouvement de masse pour la paix.

_ De créer les conditions d'une Résistance apte à réaliser la Révolution socialiste.

Et si nous n'arrivons pas à édifier ce parti tant que les conditions autorisées par la bourgeoisie nous le permettent encore, et bien, chers camarades, ne vous inquiétez pas, cela sera un peu plus difficile, mais il nous faut avoir à l'esprit d'être prêts à le faire en temps de guerre.

Les communistes et l'Histoire

Les mouvements révolutionnaires sont faits de deux ingrédients :

_ Une organisation politique, expression de la classe sociale qui envisage un changement radical de rapports sociaux.

_ Des conditions objectives, économiques et idéologiques qui rendent possibles cette transformation.

Pourquoi certains communistes ont-ils abandonné le combat ? Pourquoi d'autres se repentent comme s'ils étaient des criminels ? Pourquoi d'autres encore plutôt que de ne « rien faire » comme ils disent, rejoignent-ils le camp des réformistes ou même de l'extrême droite ?

Il est important de comprendre pourquoi les êtres humains peuvent ainsi renier leurs idéaux.

Chaque individu de quelque classe sociale qu'il soit fait partie d'un moment de l'Histoire. Mais l'Histoire est aussi un mouvement qui dépasse ces individus. Des générations d'hommes étaient là avant nous, d'autres générations seront là après nous.

En matérialistes, nous savons que nous sommes mortels, mais il est très difficile de se concevoir comme un simple moment de l'Histoire. Un maillon parmi une chaîne.

Cela entraîne plusieurs erreurs. La jeunesse, lorsqu'elle s'engage en politique veut voir ses idéaux se réaliser rapidement (c'est-à-dire « *de son vivant* »), les militants plus âgés et qui ont subi les trahisons révisionnistes, les coups de la bourgeoisie, qui se sont battus inlassablement, sont soumis à l'idéologie dominante qui arrive à coups de livres, d'émissions de télévision, de conférences, etc..., à leur faire douter de leur engagement.

Ainsi, beaucoup soit délaissent le champ du combat de classe, ou croyant bien faire se retrouvent comme faire valoir dans des groupes ou organisations qui ne sont que des pâles illusions. Ils ont troqué leurs convictions, leurs idéaux pour des croiances.

Il faut bien avoir ceci à l'esprit lorsqu'on choisit la voie du communisme. C'est une voie exigeante qui oblige à se révolutionner soi même sous peine un jour ou l'autre de tomber dans ces travers idéologiques hélas classiques.

Il faut aussi _ et c'est fondamental _ considérer que le communisme est un idéal politique qui ne se réalisera que par la volonté des hommes. Certes, et Marx l'a bien montré, l'Histoire est faite de déterminismes (tôt ou tard le capitalisme se détruira), mais il a posé aussi que seule la volonté d'hommes rassemblés était en mesure d'épargner à

l'humanité les souffrances qu'impose et qu'imposera cette agonie.

Ainsi, chaque communiste doit se considérer comme à la fois comme un agent actif de la révolution qui peut advenir demain ou dans dix ans ou jamais au cours de sa vie, et à la fois comme un passeur envers les jeunes générations de la plus puissante et la plus éthique théorie politique, celle qui annonce la fin de la préhistoire de l'humanité et donne les outils conceptuels de cette transformation radicale.

Pour répondre à ceux qui disent que les transformations de l'URSS ou de la Chine obéissent aux règles « intangibles » de la « nature humaine » (vieille litanie métaphysique de l'idéologie dominante), à savoir que les hommes sont toujours les mêmes, égoïstes, voulant le pouvoir... Et que donc il est « naturel » que le communisme soit impossible, il faut répondre par des exemples simples et voir l'histoire non à notre échelle, mais sur plusieurs générations.

Nous ne prendrons qu'un exemple, celui de la France depuis 1789. A cette époque la bourgeoisie renverse l'état féodal, mais pour autant les idées anciennes sont encore là, les fonctionnaires de la monarchie sont partout, l'église omniprésente. En 1799 le coup d'état de Bonaparte renverse la jeune république et instaure... un Empereur. Une monarchie revient à la tête de la France. Et que l'on regarde bien ce dix neuvième siècle français : il faudra attendre la naissance de la troisième République dans le sang de la Commune de Paris pour que l'Etat républicain que nous connaissons adopte sa forme presque définitive. Mais pendant soixante dix années ce ne fut qu'alternance de royalisme, républicanisme, révolutions avortées, etc...

Quelle tempête politique en moins d'un siècle pour un régime nouveau qui ne se battait pas — et il faut le souligner — pour l'abolition des classes sociales, mais simplement pour une nouvelle donne dans l'exploitation du peuple !

Alors, que les calomniateurs du communisme, tous ces bourgeois arrogants et ces petits bourgeois méprisants, regardent LEUR histoire avant de nous donner des leçons sur la notre, les communistes.

Depuis 1917, 93 années se sont écoulées. Ce qui s'est passé au 20ème siècle illustre tout simplement

ce qu'est la lutte des classes. Avancées et reculs sont inhérents à l'histoire et le communisme n'échappe pas à cette loi. Comment un régime politique aussi novateur et radical ne pouvait-il pas susciter la haine continue de ses ennemis de l'intérieur et de l'extérieur (c'est le contraire qui eut été étonnant !).

Nous devons expliquer et expliquer encore, c'est notre rôle d'éducateurs, que rien n'est définitivement acquis, que tout est en processus, en mouvement et qu'il ne faut jamais baisser la garde, car les gens qui nous font face savent parfaitement que nous représentons leur extinction.

Il faut donc éduquer la jeunesse à l'étude et à la patience, comme il nous faut redonner l'espoir aux militants qui ont vécu douloureusement ce qu'ils ont cru être la fin de leur idéal.

Il nous faut parler ouvertement aux masses et ne pas croire que les appareils d'illusion qui les abreuvent de sottises sont « plus forts » que nous.

La misère, le chômage, les ventres creux sont au-delà de ces illusions, car ils touchent la chair des hommes et c'est nous qui pourrions être surpris des soubresauts que la réalité inflige aux convictions du « on ne peut rien faire ».

Bien au contraire. La dialectique nous enseigne que lorsque les contradictions s'accumulent, un point de rupture se produit. Si les communistes sont présents et actifs à ce moment là, tout devient possible. Mais ce moment privilégié de l'histoire est bref (Lénine disait que parfois l'histoire évoluait plus en deux jours qu'en deux siècles) et si nous ratons l'occasion, soit parce que nous ne sommes pas encore suffisamment organisés, soit parce que nous avons sous-estimé les masses ou surestimé la bourgeoisie, alors l'histoire reprend son cours au prix d'immenses malheurs pour le peuple (contre-révolution, guerre).

« J'aime ceux qui n'ont en partage que leur rage et leur dégoût.

Ceux là n'ont pas besoin d'espoir pour se battre.

J'aime ceux qui habillent leur rage et leur dégoût du manteau glacé de la raison.

Ceux là n'ont pas besoin de chance pour l'emporter.

J'aime ceux qui vêtent la raison des fleurs éparpillées de leurs rêves.

Ceux là n'ont pas besoin de dieux pour bâtir »

Jules Vallès, Communard.

Crise systémique globale – Premier semestre 2012 : Décimation des banques occidentales

- Communiqué public GEAB N°58 (15 octobre 2011) -

Comme anticipé par LEAP/E2020, le second semestre 2011 voit le monde continuer sa descente infernale dans la dislocation géopolitique globale caractérisée par la convergence des crises monétaire, financière, économique, sociale, politique et stratégique. Après une année 2010 et un début 2011 qui aura vu le mythe d'une reprise et d'une sortie de crise voler en éclat, c'est désormais l'incertitude qui domine les processus de décision des États comme des entreprises et des individus, générant inévitablement une inquiétude croissante pour les années à venir. Le contexte s'y prête particulièrement : explosions sociales, paralysie et/ou instabilité politique, retour de la récession mondiale, peur sur les banques, guerre monétaire, disparition de plus d'une dizaine de milliers de milliards USD d'actifs-fantômes en trois mois, chômage durable et en hausse généralisé, ...

C'est d'ailleurs cet environnement financièrement très insalubre qui va générer la « décimation (1) des banques occidentales » au cours du premier semestre 2012 : avec leur rentabilité en chute libre, leurs bilans en pleine déconfiture, avec la disparition de milliers de milliards USD d'actifs, avec des États poussant de manière croissante à la réglementation stricte de leurs activités (2), voire à leur mise sous tutelle publique et avec des opinions publiques de plus en plus hostiles, l'échafaud est désormais dressé et au moins 10% des banques occidentales (3) vont devoir y passer dans les prochains trimestres.

Pourtant, dans cet environnement de plus en plus chaotique en apparence, des tendances se

dégagent, des perspectives parfois positives apparaissent, ... et surtout, l'incertitude est beaucoup moins forte qu'on pourrait le croire, pour peu qu'on analyse l'évolution du monde avec une grille de lecture du monde-d'après-la-crise plutôt qu'avec les critères du monde-d'avant-la-crise.

Dans ce numéro 58 du GEAB, notre équipe présente également ses anticipations 2012-2016 des « risques-pays » pour 40 États, démontrant qu'on peut décrire les situations et identifier les tendances lourdes à travers le « brouillard de guerre » actuel (4). Dans un tel contexte, cet outil d'aide à la décision s'avère très utile pour l'investisseur individuel comme pour le décideur économique ou politique. Notre équipe présente également l'évolution du GEAB \$ Index et ses recommandations (or-devises-immobilier), y compris bien entendu les moyens pour se protéger des conséquences de la prochaine « décimation des banques occidentales ».

Pour ce communiqué public du GEAB N°58, notre équipe a choisi de présenter un extrait du chapitre sur la décimation des banques occidentales au premier semestre 2012.

Premier semestre 2012 : Décimation des banques occidentales

En fait, il va s'agir d'une triple décimation (5) qui culminera avec la disparition de 10% à 20% des banques occidentales au cours de l'année à venir :

- . une décimation de leurs effectifs**
- . une décimation de leurs profits**
- . et enfin, une décimation du nombre des banques.**

Elle s'accompagnera bien entendu d'une réduction drastique de leur rôle et de leur importance dans l'économie mondiale et affectera directement les établissements bancaires des autres régions du monde ainsi que les autres opérateurs financiers (assurances, fonds de pension, ...).

Un exemple de communication bancaire en temps de crise systémique globale Intesa SanPaolo se place par rapport à ses concurrents européens en matière de stress tests (et par rapport à la première victime : Dexia) (6).

Notre équipe pourrait aborder ce sujet comme les médias anglo-saxons, le président des États-Unis et ses ministres (7), les experts de Washington et de Wall Street, et plus généralement les grands médias (8) le font ces derniers temps à propos de tous les aspects de la crise systémique globale, c'est-à-dire en disant : « C'est la faute de la Grèce et de l'Euro ! ». Cela aurait évidemment comme vertu de réduire à quelques lignes cette partie du GEAB N°58 et de supprimer toute velléité d'analyse d'éventuelles causes aux États-Unis, au Royaume-Uni ou au Japon. Mais, sans surprise pour nos lecteurs, ce ne sera pas le choix retenu par LEAP/E2020 (9). Étant le seul think-tank à avoir anticipé la crise et prévu plutôt fidèlement ses différentes phases, nous n'allons pas en effet abandonner aujourd'hui un modèle d'anticipation qui fonctionne bien au profit de préjugés dépourvus de toute capacité prédictive (n'oublions pas que l'Euro se porte toujours bien (10) et que l'Euroland vient de réaliser son petit exploit d'enchaîner en six semaines les 17 votes parlementaires nécessaires pour renforcer son fonds de stabilisation financière (11)). Alors, plutôt que de répercuter de la propagande ou du « prêt-à-penser », restons fidèle à la méthode d'anticipation et collons à une réalité qu'il nous faut dévoiler pour pouvoir la comprendre (12).

En l'occurrence, depuis des lustres, quand on pense « banques », on pense avant tout à la City de Londres et à Wall Street (13). Et pour cause, depuis plus de deux siècles pour Londres, et près d'un siècle pour New York, ces deux villes sont les deux cœurs

du système financier international et les tanières par excellence des grands banquiers de la planète. Toute crise bancaire mondiale (comme tout phénomène bancaire d'envergure) prend donc sa source dans ces deux villes et y termine sa course aussi, puisque le système financier mondial moderne est un vaste processus d'incessants recyclages de la richesse (virtuelle ou réelle) développée par et pour ces deux villes (14).

La décimation des banques occidentales qui débute et va se poursuivre dans les prochains trimestres, phénomène d'ampleur historique, ne peut donc se comprendre et se mesurer sans analyser avant tout le rôle de Wall Street et Londres dans cette débâcle financière. La Grèce et l'Euro y jouent indéniablement un rôle comme nous l'avons analysé dans des GEAB précédents, mais ce sont ceux de facteurs déclencheurs : la dette de la Grèce, ce sont les turpitudes bancaires d'hier qui explosent sur la place publique aujourd'hui ; l'Euro c'est l'aiguillon de l'avenir qui perce la baudruche financière actuelle. Ce sont les deux doigts qui pointent le problème ; mais ils ne sont pas le problème. C'est ce que sait le sage et ce qu'ignore l'idiot d'après le proverbe chinois (15).

Pour anticiper l'avenir des banques occidentales, c'est en effet à Londres et Wall Street qu'il faut regarder, car c'est tout simplement là que le troupeau bancaire se rassemble et vient boire sa dose de Dollars chaque soir. Et l'état du système bancaire occidental peut se mesurer à travers l'évolution des effectifs des banques, de leur rentabilité et de leurs actionnaires. De ces trois facteurs on peut déduire assez directement leur aptitude à survivre ou disparaître.

La décimation des effectifs des banques

Commençons donc par les effectifs ! En la matière le tableau est bien sombre pour les employés du secteur bancaire (et même désormais pour les « stars du système bancaire ») : Wall Street et Londres annoncent sans interruption depuis la mi-2011 des

licenciements massifs, relayés par les centres financiers secondaires comme la Suisse et les banques eurolandaises ou japonaises. Ce sont au total plusieurs centaines de milliers d'emplois bancaires qui ont disparu en deux vagues : 2008-2009 d'abord, puis depuis la fin du printemps de cette année. Et cette seconde vague monte en puissance au fur et à mesure des mois qui passent. Avec la récession globale désormais en cours, l'assèchement des flux de capitaux vers les USA et le Royaume-Uni consécutifs aux changements géopolitiques et économiques en cours (16), les immenses pertes financières de ces derniers mois, et les réglementations en tout genre qui progressivement « cassent » le modèle bancaire ultra-profitable des années 2000, les dirigeants des grandes banques occidentales n'ont plus le choix : il leur faut à tout prix limiter leurs coûts au plus vite et dans des proportions importantes. La solution la plus simple (après celle consistant à surfacturer les clients) est donc de licencier des dizaines de milliers d'employés. Et c'est ce qui se passe. Mais loin d'être un processus maîtrisé, on constate que tous les six mois ou presque, les dirigeants des banques occidentales découvrent qu'ils avaient sous-estimé l'ampleur des problèmes et qu'ils sont donc obligés d'annoncer de nouveaux licenciements massifs. Avec le perfect storm politico-financier qui s'annonce aux États-Unis pour Novembre et Décembre prochains (17), LEAP/E2020 anticipe ainsi une nouvelle série d'annonces de ce type dès le début 2012. Les cost-killers du secteur bancaire ont de beaux trimestres devant eux quand on voit que Goldman Sachs, qui est également directement concerné par cette situation, en est réduit à limiter le nombre de plantes vertes dans ses bureaux par souci d'économies (18). Or, après les plantes vertes qu'on éradique, ce sont généralement les pink slips (19) qui fleurissent.

La décimation du nombre des banques

D'une certaine manière, le système bancaire occidental ressemble de plus en plus à la sidérurgie occidentale des années 1970. Ainsi les « maîtres des forges » s'étaient crus les maîtres du monde

(contribuant d'ailleurs activement au déclenchement des guerres mondiales), tout comme nos « grands banquiers d'affaires » se sont pris pour Dieu (à l'instar du PDG de Goldman Sachs ou au moins pour les maîtres de la planète. Et l'industrie sidérurgique fut le « fer de lance », la « référence économique absolue », de la puissance pendant plusieurs décennies. On comptait la puissance en dizaines de millions de tonnes d'acier comme on a compté ces dernières décennies la puissance en milliards USD de bonus pour dirigeants et traders des banques d'affaires. Et puis, en deux décennies pour la sidérurgie, en deux/trois ans pour la banque (20), l'environnement a changé : concurrence accrue, profits qui s'effondrent, licenciements massifs, perte d'influence politique, fin des subventions massives et in fine nationalisations et/ou restructurations accouchant d'un secteur minuscule par rapport à ce qu'il était à son heure de gloire (21). D'une certaine manière donc, l'analogie vaut pour ce qui attend en 2012/2013 le secteur bancaire occidental.

A Wall Street, déjà Goldman Sachs, Morgan Stanley, JPMorgan avaient dû se transformer soudainement en « banques normales » pour être sauvées en 2008. A la City, l'état britannique a dû nationaliser toute une partie du système bancaire du pays et à ce jour le contribuable britannique continue à en supporter le coût puisque les cours des actions des banques se sont effondrés à nouveau en 2011 (22). C'est d'ailleurs l'une des caractéristiques du système bancaire occidental dans son ensemble : ces opérateurs financiers privés (ou cotés sur les marchés) ne valent pratiquement plus rien. Leur capitalisation boursière s'est envolée en fumée. Cela crée bien entendu une opportunité de nationalisation à faible coût pour le contribuable dès 2012 car c'est le choix qui va s'imposer aux États, aux États-Unis comme en Europe ou au Japon. Que ce soit par exemple Bank of America (23), CitiGroup ou Morgan Stanley (24) aux États-Unis, RBS (25) ou Lloyds au Royaume-Uni (26), la Société Générale en France, Deutsche Bank (27) en Allemagne ou UBS (28) en Suisse (29), certains très grands établissements, « too big to fail » (trop gros pour tomber) vont tomber. Ils seront accompagnés par

toute une série de banques moyennes ou petites comme par exemple Max Bank qui vient de faire faillite au Danemark (30). Face à cette « décimation » les moyens des États seront rapidement dépassés, surtout en cette période d'austérité, de faible rentrée fiscale et d'impopularité politique du sauvetage bancaire (31). Les dirigeants politiques vont donc devoir se concentrer sur la préservation des intérêts des épargnants (32) et des employés (deux aspects à fort potentiel électoral positif) au lieu de sauvegarder l'intérêt des dirigeants et des actionnaires des banques (deux aspects à fort potentiel électoral négatif et dont le précédent de 2008 a démontré l'inutilité économique (33)). Cette situation entraînera un nouvel effondrement des cours des valeurs financières (y compris les assurances jugées très « proches » du contexte bancaire) et accroîtra le désarroi des hedge funds, fonds de pension (34) et autres opérateurs traditionnellement très imbriqués avec le secteur bancaire occidental. Nul doute que cela ne fera que renforcer le contexte récessionniste général en limitant d'autant les prêts à l'économie (35).

Pour simplifier la vision de cette évolution, on peut dire que le marché bancaire occidental réduisant considérablement son périmètre, le nombre d'acteurs sur ce marché est obligé de diminuer en proportion. Dans certains pays, en particulier ceux où les très grandes banques accaparent 70% ou plus du marché bancaire, cela va se traduire inévitablement par la disparition de l'un ou l'autre de ces très gros acteurs ... quoiqu'en disent leurs dirigeants, les stress tests ou les agences de notation (36). Si l'on est actionnaire (37) ou client des banques qui risquent de s'effondrer au premier semestre 2012, il y a bien entendu des précautions à prendre. Nous en présentons plusieurs au sein des recommandations de ce GEAB N°58. Si l'on est dirigeant ou employé de ces établissements, les choses sont plus compliquées car il est désormais trop tard selon LEAP/E2020 pour éviter ces banqueroutes en série ; et le marché de l'emploi bancaire est saturé du fait des licenciements massifs. Cependant, voici un conseil de notre équipe si vous êtes employé de ces établissements : si on vous fait

une offre de départ volontaire intéressante, saisissez-la car d'ici quelques mois, les départs ne seront plus volontaires et se feront dans des conditions peu favorables.

Notes:

(1) La décimation était un châtiment militaire romain consistant à punir de mort un légionnaire sur dix quand l'armée avait fait preuve de lâcheté au combat, de désobéissance ou de comportement inacceptable. Le système romain de décimation fonctionnait par tirage au sort.

(2) Des réglementations qui amputent fortement les activités les plus lucratives des banques. Source : The Independent, 12/10/2011

(3) Notre équipe estime la proportion plutôt entre 10% et 20%.

(4) Brouillard de guerre auquel les médias dominants contribuent d'ailleurs fortement au lieu d'essayer de clarifier la situation.

(5) En prenant le sens de décimation au sens large, c'est-à-dire, une diminution brutale pouvant être largement supérieure aux 10% de l'époque romaine.

(6) Pour LEAP/E2020, ce type de classement ne présage en rien des événements puisque le choc en cours est très largement supérieur en intensité et en durée aux hypothèses des stress tests. Et cela vaut également pour les banques américaines bien entendu.

(7) Tout est bon désormais pour Barack Obama, en difficile position pour la future élection présidentielle du fait de son bilan économique catastrophique et de la déception profonde d'une grande partie de son électorat de 2007 du fait de ses multiples promesses non tenues. Il doit à tout prix essayer de rejeter sur n'importe qui ou n'importe quoi l'état désastreux de l'économie et de la société américaine. Alors pourquoi pas la Grèce et l'Euro ? Quand cela ne marchera plus (d'ici un ou deux mois), il faudra trouver autre chose mais la gestion à courte vue étant une spécialité de l'administration Obama, nul doute que le fidèle relais de Wall Street qu'est Timothy Geithner, son ministre des finances, trouvera une autre explication. En tout cas, cela ne sera pas la faute de Wall Street, avec lui on peut au moins être certain de cela. Sinon, l'administration

Obama pourra toujours ressortir le « spectre iranien » pour tenter de détourner l'attention des problèmes internes aux États-Unis. C'est d'ailleurs ce qui semble être d'actualité avec l'histoire abracadabrante de la tentative d'assassinat de l'ambassadeur saoudien à Washington par les narcotrafiquants mexicains payés par des services iraniens. Même Hollywood hésiterait devant l'improbabilité d'un tel scénario ; mais pour sauver le soldat « Wall Street » et tenter une réélection, que ne ferait-on pas ? Sources : Huffington Post, 26/07/2011 ; NBC, 13/10/2011

(8) Ces grands médias (financiers ou généralistes) ont en effet un passé brillant en matière d'anticipation de la crise. Vous vous souvenez sûrement de leurs titres en 2006 vous mettant en garde contre la crise des subprimes, en 2007 vous annonçant l'« implosion » de Wall Street pour 2008, et bien entendu, début 2011, vous prévenant d'un grand retour de la crise dès l'été 2011 ! Non, vous ne vous en souvenez pas ? Pas de panique, votre mémoire est bonne ... car jamais ils n'ont fait ces titres, jamais ils ne vous ont prévenu de ces événements majeurs et de leurs causes. Alors, si vous persistez à considérer que comme ils le répètent tous les jours, les problèmes actuels ont pour cause « la Grèce et l'Euro », c'est que vous croyez qu'ils sont subitement tous devenus honnêtes, intelligents et perspicaces... et vous devez donc aussi croire au Père Noël dans la même logique. C'est charmant, mais pas très efficace pour affronter le monde réel.

(9) Notre équipe a depuis longtemps souligné les problèmes européens et a anticipé plutôt correctement l'évolution de la crise sur le « Vieux continent ». En revanche, nous essayons d'éviter d'être victime du syndrome de l'arbre européen cachant la forêt de problèmes majeurs américains et britanniques.

(10) Petit rappel pédagogique : ceux qui ont parié pour un effondrement de l'Euro il y a un mois ont à nouveau perdu de l'argent. Au rythme de « crise de fin de l'Euro » tous les 4 mois environ, il ne va pas leur en rester beaucoup d'ici 2012.

(11) Alors que les États-Unis par exemple n'ont toujours pas été capables de démontrer leur capacité

à surmonter les oppositions entre Républicains et Démocrates concernant la maîtrise de leurs déficits.

(12) A ce sujet, il est consternant de voir le G20 se préoccuper de l'Euro alors que la question centrale de l'avenir reste le Dollar. Visiblement, l'immense opération de manipulation médiatique lancée par Washington et Londres aura réussi à repousser pour un temps encore l'inévitable remise en cause du statut central de la devise US. Comme anticipé par notre équipe, il n'y a donc rien à attendre du G20 jusqu'à la fin 2012. Il va continuer à discourir, à prétendre agir et en fait à ignorer les questions clés, celles qui sont les plus difficiles à mettre sur la table. Les récentes annonces d'un accroissement des moyens du FMI font partie de ces discours vides qui ne seront pas suivi d'effets car les BRICS (les seuls à pouvoir accroître les fonds du FMI) ne mettront pas leurs moyens financiers dans une institution où ils continuent à être marginaux en termes d'influence. En attendant, ces annonces font croire qu'il existe toujours une volonté commune d'action au niveau international. Le réveil en sera d'autant plus douloureux dans les mois à venir.

(13) Si vous pensez à la Grèce, c'est que vous êtes Grec ou bien que vous êtes dirigeant ou actionnaire d'une banque ayant trop prêté à ce pays au cours des dix dernières années.

(14) Et d'une certaine manière aussi pour les deux États concernés. Mais c'est un aspect déjà plus discutable, et d'ailleurs largement discuté, de savoir si de telles places financières sont une bénédiction ou une malédiction pour les États et les peuples qui les accueillent.

(15) Source : L'Internaute

(16) Entre l'intégration accrue de l'Euroland qui prive la City de juteux marchés et le rapprochement économique, financier et monétaire des BRICS, court-circuitant Wall Street et la City, ce sont des parts croissantes du marché financier global qui échappent aux banques de Londres et New York.

(17) Voir GEAB N°57

(18) Source : Telegraph, 19/08/2011

(19) Aux États-Unis, le « pink slip » est le formulaire de couleur rose qui signifie un licenciement. Source : Wikipedia

(20) Il faut plus de temps pour délocaliser de l'industrie lourde que pour déplacer un bureau de trader.

(21) C'est à peu près le processus suivi aux États-Unis et en Europe.

(22) Voir graphique ci-dessus.

(23) Bank of America est décidément à la confluence de problèmes majeurs et croissants : un procès lui réclamant 50 milliards USD pour dissimulation de pertes lors de l'acquisition de Merrill Lynch fin 2008 ; un rejet populaire massif de la part de ses clients suite à sa décision d'imposer un coût de 5\$ par mois pour les cartes de retrait ; un crash durable et inexpliqué de son site web ; des procès en série concernant les subprimes impliquant propriétaires individuels et collectivités locales ; et une menace de mettre en faillite Countrywide, un autre de ses rachats de 2008, pour limiter ses pertes. Selon LEAP/E2020, elle incarne la banque US idéale pour un scénario de crash entre Novembre 2011 et Juin 2012. Sources : New York Times, 27/09/2011 ; ABC, 30/09/2011 ; Figaro, 29/06/2011 ; CNBC, 30/09/2011 ; Bloomberg, 16/09/2011

(24) La banque US qui en 2008 avait déjà reçu le plus gros soutien financier public et qui affole à nouveau les marchés. Sources : Bloomberg, 30/09/2011 ; Zerohedge, 04/10/2011

(25) Une des banques les plus vulnérables en Europe. Source : Telegraph, 14/10/2011

(26) Qui voit approcher lui aussi l'heure de la dégradation de sa notation de crédit. Source : Telegraph, 12/10/2011

(27) La première banque allemande est déjà exposée à un abaissement de sa notation de crédit. Source : Spiegel, 14/10/2011

(28) UBS est aussi sur le chemin d'une baisse de sa notation de crédit. Source : Tribune de Genève, 15/10/2011

(29) Société Générale, Deutsche Bank et UBS ont un point commun particulièrement inquiétant : toutes les trois se sont ruées sur l'« El Dorado » US au cours de la dernière décennie, investissant sans compter dans la bulle financière US (subprimes comme Deutsche Bank, CDS comme société Générale et évasion fiscale comme UBS).

Aujourd'hui, elles ne savent pas comment se sortir de ce maelström qui les entraîne chaque jour un peu plus vers le fond. Au passage, nous rappelons, que dès 2006, nous recommandions aux établissements financiers européens de se dégager au plus vite des marchés américains qui nous apparaissaient comme très dangereux.

(30) Source : Copenhagen Post, 10/10/2011

(31) Même la BBC, certainement marquée par les émeutes britanniques de l'été 2011, se pose une question « impensable » il y a seulement un an pour ce type de médias : les États-Unis peuvent-ils connaître des troubles sociaux ? Se poser la question, c'est déjà y répondre. Et en Europe, un pays comme la Hongrie, au gouvernement social-nationaliste, accuse directement les banques, notamment étrangères, d'être responsables de la crise que connaît le pays. Source : BBC, 20/09/2011 ; New York Times, 29/10/2011

(32) Dont un nombre croissant commence à se rebeller contre les pratiques du système bancaire notamment aux États-Unis où le rejet de Wall Street est en croissance exponentielle, fragilisant chaque jour un peu plus les grandes banques US. Sources : CNNMoney, 11/10/2011 ; MSNBC, 10/11/2011

(33) Et c'est même pire que de l'inutilité économique puisqu'une étude récente montre que les banques qui ont bénéficié des soutiens publics se sont ensuite montrées les plus sujettes à réaliser des investissements risqués. Source : Huffington Post, 16/09/2011

(34) Les fonds de pension publique aux États-Unis sont désormais face à un gouffre financier évalué entre 1.000 et 3.000 milliards USD. Les autorités publiques US préféreront-elles sauver les banques ou les retraites des fonctionnaires ? Car il va falloir choisir bientôt. Source : MSNBC, 23/09/2011

(35) Source : Telegraph, 02/10/2011

(36) Aucune de ces grandes banques n'est en mesure de résister aux conditions de récession mondiale et de fusion implosive des actifs financiers qui vont prévaloir dans les mois à venir.

(37) Nous aurions aussi pu développer le fait qu'on assiste à un processus de « décimation des actionnaires des banques ». Samedi 15 Octobre 2011

Le révisionnisme moderne est et reste le danger principal !

Pour l'information des forces marxistes-léninistes et révolutionnaires de tous les pays

Publications de « Gegen die Stromung » [http://gegendiestromungBulletin 1/05C](http://gegendiestromungBulletin1/05C) Extrait .

II La transition du révisionnisme de Khrouchtchev au social-impérialisme de Brejnev

Dès le décès de Staline en 1953, on a vu que les forces révisionnistes en URSS et dans le PCUS avaient bien vite pris leur position se basant sur les positions idéologiques de Tito et sous la pression de l'impérialisme américain et des autres grandes puissances impérialistes et ont mis en scène des campagnes parfaitement préparées contre le «culte de la personnalité de Staline», le «dogmatisme» et le prétendu «non-respect du rôle des masses populaires»; elles ont très rapidement réhabilité le révisionnisme de Tito, ont fait de leur manque de principes et leur démagogie le cœur de leur propagande et dès 1956, lors du)(Xe Congrès du PCUS, Khrouchtchev put étendre et renforcer sa fonction de dirigeant et imposer clairement son programme révisionniste de la «déstalinisation», de la collaboration avec l'impérialisme, de la propagande d'une «voie pacifique», de la restauration du capitalisme en Union Soviétique.

Comme à l'époque de la scission des titistes du mouvement communiste international, ceci fut accompagné d'une politique d'intrigues, des arrestations de forces communistes, de la réhabilitation de renégats, de la restauration du capitalisme, basés sur la corruption de l'État, la distribution de moyens de l'État à des fins de corruption, etc. Après suppression du pouvoir étatique de la dictature du prolétariat, «l'Économie planifiée» d'État ne s'orientait plus aux besoins de la population soviétique, plus exactement: de sa majorité laborieuse mais suivait la ligne de la mise en oeuvre et de l'extension progressives du principe du profit maximal, en particulier aussi dans le commerce extérieur, dans l'agriculture et dans les exploitations industrielles

- Dans la première phase révisionniste et décisive de la restauration du capitalisme sous des «théories communistes» prétendument réformées, dans le fond

après la mort de Staline mais en particulier aussi à l'époque de Khrouchtchev de 1956 à 1964, la dictature du prolétariat fut abolie du haut vers le bas et la dictature de la clique de révisionnistes corrompus et bureaucrates fut mis en place. Les moyens de l'État, l'armée et les poste élevés de commandement dans l'Économie étaient entre leurs mains, le parti communiste avait changé de couleur.

La prétendue «unité» du mouvement communiste international, proclamée lors des rencontres en 1957 et 1960, servait à caches le révisionnisme de Khrouchtchev; les premières objections, critiques et premiers démasquages officiels surtout à partis de 1963 («Polémique») après critiques internes du Parti du Travail d'Albanie et du PC de Chine contre la voie prise par Khrouchtchev furent les premiers coups visant à se libérer des embrassades étouffantes des révisionnistes de Khrouchtchev en référence aux forces communistes.

- Sur la scène internationale, la période allant jusqu'en 1964 a été caractérisée avant tout par une collaboration grandissante avec l'impérialisme mondial. Le soutien de Khrouchtchev apporté aux impérialistes contre les luttes de libération menées au Congo et en Algérie, le soutien du gouvernement indien dans leurs agressions contre la Chine socialiste, furent des actes exemplaires de la trahison envers l'internationalisme prolétarien, les débuts d'un entendement impérialiste où l'Union Soviétique, en tant que «grande puissance» participait aux sales aventures des autres grandes puissances impérialistes. Les relations avec les pays d'Europe de l'Est et les États du « Pacte de Varsovie » furent de plus en plus dictées par les principes classiques impérialistes du «traitement inégal».

III. Le développement du révisionnisme de Brejnev, du social-impérialisme et de ses crimes

- Le remplacement fait de façon diplomatique du grand renégat Khrouchtchev par Brejnev en 1964.

fut le début du développement du révisionnisme moderne jusque dans les - années 80. Après les critiques véhémentes et dans de nombreux points absolument justifiées du PC de Chine, du Parti du Travail d'Albanie et d'autres, forces communistes dans le monde et après son discrédit croissant comme clown aux yeux de l'opinion mondiale, Khrouchtchev fut abandonné et le groupe autour de Brejnev a dominé pendant env. 20 ans la politique de l'Union Soviétique et des États du pacte de Varsovie. Et avant tout pour tromper les masses populaires dans le propre pays et renforcer sa propre position, le nationalisme panrusse et l'idéologie de grande puissance de la Russie furent bien remis au goût du jour, l'exploitation des autres pays également par des interventions armées déguisées en mesure «d'aide», fut assurée et, de plus en plus dans le jeu des grandes puissances impérialistes, la rivalité par rapport aux autres puissances impérialistes devint une caractéristique de la politique.

L'ensemble de la politique intérieure et extérieure de l'Union Soviétique brèjnévienne était impérialiste et contre-révolutionnaire, elle servait uniquement à consolider et à agrandir le pouvoir de la bourgeoisie avec la médaille du parti, la nouvelle bourgeoisie.

- La liste de crimes des révisionnistes de Brejnev qui se référaient à Marx et Lénine, qui paraissaient même adoucir «l'anéantissement» de Staline par rapport à Khrouchtchev mais qui en réalité le peaufinait est longue:

Les points principaux étaient l'attitude contre-révolutionnaire envers la RP de Chine et la RP d'Albanie, jusqu'aux provocations à la frontière avec la Chine, l'attitude contre-révolutionnaire par rapport aux événements sanglants en Indonésie en 1966 et au Chili en 1973, l'occupation de la Tchécoslovaquie révisionniste-capitaliste effectuée en rivalité avec les impérialistes occidentaux avec l'aide des autres États du pacte de Varsovie, la politique impérialiste contre l'Erythrée et en Angola jusqu'à l'agression social impérialiste contre l'Afghanistan en rivalité avant tout contre l'impérialisme US américain

- L'attitude par rapport à l'idéologie et à la politique contre-révolutionnaire du révisionnisme de Khrouchtchev et Brejnev reste un pierre

d'achoppement décisive pour les forces vraiment communistes. Entre nous et le révisionnisme moderne, il n'existe pas de voie moyenne, pas de compromis, pas de débat purement académique, pas de réconciliation.

Le révisionnisme moderne se tourne contre le communisme scientifique, travaille dans l'intérêt de l'impérialisme mondial, est une variante de l'idéologie du capitalisme et de la réaction. Ses crimes ne devront jamais être oubliés et ce, précisément aussi en raison de la discussion théorique nécessaire sur leurs nombreux manuels et livres révisionnistes publiés par les institutions d'État.

La banqueroute du révisionnisme social-impérialiste

- Jusqu'en 1989, les impérialistes occidentaux en rivalité avec le social-impérialisme de l'Union Soviétique ont connu des succès importants, et surtout aussi à la suite de l'intervention social-impérialiste de l'URSS en Afghanistan, de l'infiltration croissante de l'URSS par d'énormes crédits venant de l'étranger et des investissements directs voire des exportations de capitaux, des contradictions croissantes entre la pure réalité capitaliste brutale et l'habit révisionniste de plus en plus inutilisable et inutile. Ainsi en 1989, ce n'est pas le socialisme qui s'est effondré mais ce sont les derniers lambeaux révisionnistes qui ont disparu depuis Gorbatchev.

V. Le révisionnisme et ses effets en Chine, en Albanie, en Corée, au Vietnam et à Cuba

- Le Parti du Travail d'Albanie sous la direction d'Enver Hodja et le PC de Chine sous la direction de Mao Tsé Toung ont effectué un travail essentiel, jusqu'au milieu des années 70 pour démasquer le social-impérialisme de la direction de Brejnev et ses laquais et pour critiquer l'idéologie et la théorie du révisionnisme moderne. La critique juste dans son sens comprenait cependant à divers niveaux des concessions pourries accordées du révisionnisme moderne. sur l'histoire du révisionnisme moderne. Le changement de couleur de la RP socialiste de Chine au milieu des années 70 après la mort de Mao Tsé-toung et quelques temps après de la RP socialiste d'Albanie signifia une nouvelle défaite

dramatique du mouvement communiste international après la première énorme défaite de 1956, qui montra que façon systématique et dans tous les domaines que le danger du révisionnisme était grand dans toutes ses variantes et comment les principes du communisme- scientifique, confirmés des milliers de fois, devaient être le point de départ de la théorie et de la pratique dans son propre pays.

Il existe aujourd'hui encore des États qui se désignent comme socialistes , mais qui possèdent toutes les caractéristiques du révisionnisme dans la ligne de leur parti et toutes les caractéristiques du capitalisme et de la dictature de la bourgeoisie : la RP de Chine, la RP de Corée, la RP du Vietnam et Cuba ont depuis longtemps ouvert les portes pour la vente à l'impérialisme mondial; la dictature d'État policier désignée sous la notion de «dictature du prolétariat» sert à la sécurité des investissements impérialistes et aux structures d'exploitation capitaliste existant à l'intérieur et connaissant de moins en moins de scrupules. L'orientation sur ces derniers États existants de telle ou telle organisation révisionniste également en Allemagne est en première ligne des restes du révisionnisme de Brejnev et s'accompagne presque toujours de la

justification des crimes du révisionnisme de Brejnev comme le font le DKP et ses diverses antennes.

- Il existe aujourd'hui des personnes qui glorifient Mao et Hodja dans de petits groupes en grande partie opportunistes de droite et réformistes en Allemagne. L'essentiel chez ces groupes n'est pas tellement la référence à Mao Tsé-toung et à Enver Hodja (dont nous défendons les positions communistes mais dont nous critiquons également les erreurs, prenant la critique de Lénine à Rosa Luxemburg comme orientation), mais leur orientation croissante vers l'impérialisme allemand, le nationalisme allemand et le rapprochement vers la bureaucratie syndicale contre-révolutionnaire accompagnés de cet horrible légalité et de ce pacifisme écœurant.

VI. Continuer la lutte contre le révisionnisme moderne sous toutes ses formes

- Après les travaux effectués jusqu'à maintenant sur l'histoire du révisionnisme moderne , son idéologie et sa théorie ainsi que sa politique, les forces orientées vers le communisme scientifique doivent poursuivre , lors de la mise en place du Parti communiste , la lutte contre le révisionnisme moderne

TROTSKISME

POURQUOI NOUS NOUS OPPOSONS AU TROTSKISME

Un Résumé de ce qu'Est LE Trotskyisme

TONY CLARK COMMUNIST PARTY
ALLIANCE 20 août 2001.

Le TROTSKISME peut retracer ses origines à la lutte contre le Léninisme dans le mouvement révolutionnaire russe dans la première partie du dernier siècle. L'opposition de Trotski à Lénine était organisationnelle et programmatique. Plus tard Trotski devait admettre, après qu'il a joint le parti Bolchevique en 1917, qu'il n'avait pas compris l'importance d'un parti discipliné, centralisé pour mener le prolétariat à la victoire dans une révolution.

Dans la période pré-révolutionnaire, pour peu de temps, Trotski avait cherché à réconcilier les factions en lutte, l'aile révolutionnaire avec l'aile 'opportuniste du mouvement social-démocratie russe. Ceci était connu comme ' le bloc d'août ' formé en 1912. De nouveau, plus tard, Trotski devait avouer que c'était un échec de sa part de ne pas reconnaître que dans la lutte entre le Bolchevisme et le Menchevisme se sont formés là des révolutionnaires irréconciliables d'une part et des opportunistes de l'autre.

Le Trotskyisme, idéologiquement, commence par sa formulation particulière de la théorie de ' la révolution permanente '. Plus tard le Trotskyisme est

venu s'associer à la lutte contre le socialisme dans un seul pays. Le développement théorique final de Trotski a consisté dans le rejet du Léninisme sur la question de l'approche correcte à la lutte contre la bureaucratie en Union soviétique.

Une étude prudente de toutes ces questions manifeste, sans aucune place pour le doute, que le Trotskisme entre en conflit avec le Marxisme-Léninisme sur toutes les questions principales et que par conséquent, la revendication faite par les Trotskistes que le Trotskisme est la suite du Léninisme, une revendication qui n'est pas soutenue par aucune étude honnête ou sérieuse de la tradition révolutionnaire, représente rien d'autre que de servir l'opportunisme petit-bourgeois qui peut induire en erreur et a induit en erreur ceux qui sont peu instruits sur les idées marxistes - léninistes de base.

Ce résumé regarde les idées de base connectées avec ' la révolution permanente ', le socialisme dans un seul pays et finalement, la question de la bureaucratie Soviétique.

LA RÉVOLUTION PERMANENTE

Dans sa version de la révolution permanente, Trotski a non seulement sous-estimé le rôle de la paysannerie, mais a aussi soutenu que, étant arrivé au pouvoir, le prolétariat passerait directement à l'étape socialiste de la révolution, plus ou moins indépendamment des circonstances concrètes.

Mais en fait, si la révolution bourgeoise russe de 1917 n'avait pas eu lieu sous les tensions des conditions de temps de guerre, qui sont dans les circonstances actuelles produites par la guerre impérialiste de 1914-1918, il est fortement peu probable qu'aurait là surgie la possibilité de la transition à l'étape socialiste de la révolution dans une période si courte de temps. Séparée de ces conditions de temps de guerre il devient clair que la théorie de la révolution permanente de Trotski a été une aventurisme pseudo-gauchiste.

Essentiellement, donc, les Bolcheviks ne sont pas arrivés à l'abstraction de Trotski ou à la théorie comme telle, mais se sont basé eux-mêmes sur tous les facteurs concrets produits par la guerre, lesquels, pris ensemble, ont suggéré la possibilité du premier développement de la révolution démocratique en étape socialiste. De cette perspective ' la révolution permanente ' de Trotski était étrangère à la méthode du Léninisme, un fait qui détruit toute notion que le Trotskisme peut être considéré comme le légataire du Léninisme.

CONSTRUCTION DU SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS

DONC LA QUESTION EST, QUI RÉVISAIT LE LÉNINISME :TROTSKI OU STALINE?

Même un individu apolitique ou une personne malhonnête doit admettre, lorsque confronté avec une preuve textuelle claire sans équivoque, que le Trotskisme est ouvertement opposé au Marxisme-Léninisme sur cette question.

Le Trotskisme peut donc être classifié comme révisionnisme face à vous, pour ainsi dire, parce qu'indépendamment de la susdite preuve textuelle de la position de Lénine dans les susdites citations et en effet, dans des passages semblables ailleurs, Trotski a été prêt ouvertement à mentir au mouvement communiste international en ce qui concerne l'identité entre la position de Lénine et celle de Staline. Si Trotski a été préparé à mentir ouvertement sur cette question au mouvement communiste, pourquoi doit-on avoir confiance en lui sur d'autres questions importantes ? La vérité est que cela ne peut pas être et ne doit pas être.

Dans une lutte complètement inutile et destructrice, endommageant en particulier les Trotskistes eux-mêmes, Trotski a poursuivi ses tentatives pseudo-gauchistes de scissionner et saper ainsi la force du mouvement communiste international en tirant une ligne de démarcation futile et injustifiée sur la base de ceux qui ont

soutenu le socialisme dans un seul pays et ceux qui ont soutenu la révolution mondiale.

Mais, en réalité, il n'y avait pas, ou n'y avait pas besoin d'y avoir aucune contradiction entre les deux. C'était clair aux marxistes-léninistes, menés par le Camarade Staline, que le socialisme dans un seul pays servait la révolution internationale et que ce dernier défendrait à son tour le socialisme dans un seul pays.

Staline et ceux qui l'ont soutenu ont rejeté et correctement ainsi, la position fausse de Trotski 'ou' le socialisme dans un seul pays 'ou' la révolution mondial. Pour eux la question ne pouvait pas être posée comme une simple question l'une /ou l'autre/. Les marxistes-léninistes ont soutenu le Camarade Staline sur cette question depuis. En effet, c'est sur cette vraie question que nous voyons l'opposition et le contraste entre le Léninisme et le Trotskisme jetés en un soulagement hardi.

Aujourd'hui, bien sûr, tandis que les marxistes-léninistes prétendent correctement que Staline a eu raison de défendre la position que le socialisme dans un seul pays servait le processus révolutionnaire mondial, tandis que le processus révolutionnaire mondial servirait le socialisme dans un seul pays, il est fortement peu probable que cette question surgirait à nouveau en termes d'avoir une signification concrète dans l'avenir. Aujourd'hui l'importance de ce débat a un caractère essentiellement abstrait en ce qu'il met en évidence, de la façon la plus claire possible, la contradiction entre le Marxisme-Léninisme et le Trotskisme. L'essence de ce débat dans une période passée du mouvement communiste international est tout à fait simple. Staline a soutenu que le socialisme dans un seul pays n'était pas été opposé au processus révolutionnaire mondial, plutôt servait ce processus. Les Trotskistes, d'autre part, ont défendu la position clairement ridicule que le socialisme dans un seul pays était opposé à la révolution mondiale.

Jusqu'ici nous avons vu que Lénine et les Bolcheviks ne sont pas venus 'à la théorie de

Trotski de la révolution permanente en 1917, mais réagissait plutôt aux circonstances uniques et concrètes, causées par la guerre impérialiste 1914-1918. Nous avons vu que Trotski a ouvertement menti au mouvement communiste international quant à la position de Lénine sur la possibilité du socialisme dans un seul pays, suggérant, malhonnêtement, que Staline a inventé cette théorie; cette position, consciemment et inconsciemment, est continuée aujourd'hui par les Trotskistes. Nous pouvons maintenant abordé la question de la bureaucratie Soviétique.

LA BUREAUCRATIE SOVIÉTIQUE

De nos jours le Trotskisme est le plus aisément reconnaissable par sa forte protestation contre ce que les Trotskistes se réfèrent d'habitude à 'la bureaucratie staliniste'. Mais il y a beaucoup de personnes à gauche qui ne se rendent pas compte que la lutte contre la bureaucratie en Union soviétique en réalité s'est produite en partie dans une lutte contre le Trotskisme. Cela est révélé tout à fait clairement dans la discussion célèbre de 1920-1921 sur les Syndicats. Dans cette discussion Trotski a été considéré comme le champion et le sponsor de la bureaucratie dans l'appareil Soviétique. Trotski était donc insouciant des problèmes de la bureaucratie avant qu'il ne se soit trouvé en minorité, après qu'il a essayé de mobiliser l'appui de l'opposition contre la direction du parti, sur la base d'une plate-forme d'anti-bureaucratie, qui était précisément contre ce quoi Lénine avait averti. L'avertissement de Lénine, ignoré par Trotski et ses disciples, était basé sur l'idée que les problèmes de la bureaucratie ne pouvaient pas être surmontés par une campagne politique unilatérale contre cela. En effet, Lénine avait averti que

' Il faudra des décennies pour surmonter les maux de la bureaucratie. C'est une lutte très difficile et si quelqu'un vient nous dire que nous pouvons nous débarrasser des pratiques bureaucratiques d'un seul coup en adoptant des programmes anti-bureaucratiques ce ne sera qu'un charlatan, amateur

de belles paroles (V. J. Lénine : Oeuvres complètes, Volume 32; p. 51)

Toute la lutte précédente et opportuniste de Trotski contre le Bolchevisme, auquel, dans beaucoup de cas, il s'est joint au Mencheviks, l'avait équipé parfaitement pour devenir ' *le charlatan avec un goût pour les mots excellents*. Le point que Lénine faisait consistait en ce que la lutte contre la bureaucratie ne peut pas être réduite à une lutte unilatérale sur le niveau politique seul, mais était en fait une lutte à plusieurs facettes.

Dans sa lutte contre la bureaucratie en Union soviétique Trotski a rompu , ou mieux a rejeté le marxisme-léninisme sur deux volets. Le premier était son incapacité d'approuver sa nature complexe et le deuxième, son échec de comprendre sa durée à long terme. Autrement dit, Lénine a argumenté que

CELA PRENDRA DES DÉCADES POUR SURMONTER LES DÉMONS DE LA BUREAUCRATIE '.

Sur la question de la lutte contre la bureaucratie en Union soviétique, la contradiction entre le Marxisme-Léninisme et le Trotskisme était que, tandis que le premier représentait une perspective à long terme, le dernier représentait un court-terme pseudo-gauchiste. Pour Trotski le problème de la bureaucratie était résoluble sur la base d'une révolution politique, une variété de la version gauchiste de la plate-forme anti-bureaucratique contre laquelle Lénine avait avertie.

Le contenu de la plate-forme anti-bureaucratique de Trotski était une vue unilatérale qu'une caste naissante de bureaucrates privilégiés et de conservateurs avait concentré le pouvoir dans leurs mains dans la période de Staline et avait cherchée à détourner l'Union soviétique du chemin du Socialisme, ou avait en fait déjà fait ainsi. Dans les textes Trotskistes, Staline est choisi comme le représentant de ce processus. En fait la lutte de Staline contre la bureaucratie est bien connue dans

les cercles marxistes - léninistes, pour ne pas mentionner la voie décidée que Staline a suivie contre ces bureaucrates qui ont constitué une menace au chemin socialiste que l'Union soviétique avait pris.

La bureaucratie était, en effet, un problème dans la révolution russe, mais les Trotskistes ont fini par 'absolutiser la contradiction entre le prolétariat et la bureaucratie, d'une telle façon qu'ils n'ont jamais compris que cette contradiction pouvait être résolue sur la base d'une direction communiste correcte. Cette direction reconnaissait que le besoin , graduellement , enlèverait les conditions matérielles qui ont provoqué la bureaucratie, en particulier les aspects négatifs de la bureaucratie, en premier lieu.

La vérité est que tous les États modernes (et quelques antiques aussi) sont gouvernés, à un degré ou un autre, par des agences bureaucratiques, qui en retour servent l'intérêt d'une classe dirigeante particulière. La bureaucratie, dans le sens de milliers ou même de millions de fonctionnaires, disparaîtra avec la disparition de l'État d'une part et l'avance de la technologie de l'autre. Jusqu'à ce que ce temps arrive, le rôle des Partis Communistes, menant le prolétariat, est de subordonner la bureaucratie pour servir les intérêts du socialisme et des travailleurs.

CONCLUSION

Le slogan bruyant de Trotski, appelant à une révolution politique pour renverser la prétendue ' bureaucratie staliniste ' était le résultat logique mais non surprenant qui couronna son opposition de longue date avec le Léninisme dans le mouvement révolutionnaire russe. Le Trotskisme, bien sûr, peut être opposé sur la base de raisons même plus vastes que celles présentées ci-dessus, mais notre but primaire ici était de présenter, dans une forme sommaire, la raison de base de l'opposition du Marxisme-Léninisme au Trotskisme.

Traduction Dr Adélar Paquin

RUBRIQUE «CLASSIQUES DU MARXISME LÉNINISME»

Nous continuons à vous présenter des résumés des «classiques du marxisme-léninisme» qui sont les textes fondamentaux de Marx, d'Engels, de Lénine et de Staline les plus étudiés par les militantes/ants communistes. Et qui sont tirés du «Guide de lecture des classiques du marxisme», traduction d'un livre publié en 1952 par le Parti communiste de Grande-Bretagne. Ces résumés Le «Guide» a été traduit et publié à Montréal en 1982 par les Éditions Drapeau Rouge et dernièrement par le site du camarade Vincent Gouysse : <http://www.communiste-bolchevisme.net/>. Vous trouverez sur ce site tous les classiques du Marxisme-Léninisme

A. INTRODUCTION GÉNÉRALE À LA THÉORIE MARXISTE MARX ET ENGELS : Le Manifeste du Parti communiste.

Le Manifeste du Parti communiste constitue le premier et le plus complet résumé des principes théoriques du marxisme et de la stratégie et des tactiques du communisme.

Il a été écrit à la demande du Deuxième Congrès de la Ligue des communistes, en novembre 1847, et publié en février 1848.

C'était alors une période mouvementée, celle de la Révolution française de février 1848 et l'apogée du Mouvement chartiste en Grande-Bretagne : pour la première fois de l'histoire, la classe ouvrière apparaissait en tant que force indépendante.

Les lecteurs qui veulent connaître le passé du Manifeste devraient lire les préfaces de Marx et Engels aux différentes éditions (publiées au début du Manifeste) ; ils peuvent aussi consulter Contributions à l'Histoire de la Ligue des communistes d'Engels et Les luttes de classes en France, 1848-1850 de Marx.

Le Manifeste est un document qui a marqué son époque. Jusqu'alors, les socialistes mettaient de l'avant des projets utopiques (projets fantaisistes pour une société idéale) ou se lançaient dans des complots secrets pendant que le mouvement de la classe ouvrière en pleine ascension manquait de théorie révolutionnaire. Le Manifeste, c'était l'union du socialisme scientifique au mouvement de masse de la classe ouvrière. (1)

Les idées principales du Manifeste se résument en cinq titres :

1. LA THÉORIE DE LA LUTTE DE CLASSES :

L'histoire de toutes les sociétés depuis l'effritement des communes primitives est celle de la lutte des classes.

Dans la société capitaliste on a atteint un stade où la victoire de la classe exploitée, le prolétariat, sur la classe exploiteuse dominante, la bourgeoisie, libérera totalement la société de toute exploitation, oppression, différences et luttes de classes une fois pour toutes.

La conception de la lutte de la classe ouvrière mise de l'avant dans Le Manifeste est conforme à la conception matérialiste que Marx avait de l'histoire, dont l'essentiel est résumé dans les préfaces d'Engels à l'édition anglaise de 1888, et allemande de 1883.

2. LE DÉVELOPPEMENT DE LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE :

Le capitalisme lui-même s'est développé à partir du féodalisme et la bourgeoisie est le produit d'un long développement, d'une série de bouleversements dans le mode de production et d'échange.

La bourgeoisie a conquis le pouvoir politique exclusif de l'État parlementaire moderne. Dans son développement, elle a joué un rôle éminemment révolutionnaire. Elle a engendré les nouvelles forces productives de l'industrie moderne. Mais en créant l'industrie moderne, elle a aussi créé ses propres fossoyeurs, les prolétaires.

3. LE DÉVELOPPEMENT DU PROLÉTARIAT :

La croissance du prolétariat en tant que classe est accompagnée de la croissance de son organisation tant économique que politique.

Au départ, les rangs du prolétariat manquent de cohésion et sont dispersés. Il est originalement entraîné dans l'arène politique par la bourgeoisie qui a besoin de l'aide du prolétariat pour se débarrasser des vestiges du féodalisme. Le Manifeste traite des étapes du développement politique que traverse le prolétariat pour se constituer en classe et conséquemment s'organiser en parti politique uni contre la bourgeoisie.

Alors que le prolétariat combat tous les vestiges du féodalisme et pour la démocratie la plus complète, il mène la lutte pour le socialisme contre les capitalistes, une lutte devant aboutir à la conquête du pouvoir par le prolétariat, qui deviendra lui-même la classe dirigeante.

4. DU SOCIALISME A UNE SOCIÉTÉ SANS CLASSE :

Une fois au pouvoir, le prolétariat sabre énergiquement dans la puissance des capitalistes et dans les rapports capitalistes de propriété.

Sous la direction de la classe ouvrière, la société sans classe s'élèvera avec un nouveau peuple, de

nouvelles relations humaines, "une association où le libre développement de chacun est essentiel au développement de tous."

5. LES OBJECTIFS DU PARTI COMMUNISTE :

Le Manifeste défend avec force ces buts du communisme et dénonce les différentes variétés de "socialisme" à la mode comme étant des expressions non du point de vue de la classe ouvrière, mais des points de vue réactionnaires d'autres classes — de l'aristocratie décadente, de la petite bourgeoisie (2) et de la bourgeoisie elle-même. A l'opposé, les principes du communisme ne sont pas inventés par de soi-disant réformistes, mais jaillissent dans le cours de la lutte de classes.

Les communistes n'ont pas d'intérêts autres que ceux de la classe ouvrière dans son ensemble. Leur politique est de lutter pour les buts immédiats de la classe ouvrière, de faire alliance avec tout mouvement opposé à l'ordre social existant; dans le feu de la lutte et de l'action quotidienne, de préparer l'avenir, s'efforçant sans cesse d'unir la classe pour renverser la domination bourgeoise et conquérir le pouvoir.

L'ÉCONOMIE POLITIQUE

Introduction

L'économie politique est la science des lois régissant la production et l'échange des moyens matériels de subsistance dans les sociétés humaines. C'est le développement du mode de production et d'échange, c'est-à-dire le développement économique de la société, qui constitue le fondement de tout le développement social.

A partir de ce point de vue matérialiste et historique, le marxisme étudie les lois du développement de la société capitaliste et trouve dans la production de la plus-value le secret de la compréhension du système économique capitaliste.

Le marxisme dévoile ainsi la nature intrinsèque de l'exploitation de la classe ouvrière par la classe capitaliste.

Ce faisant, il arme la classe ouvrière d'une théorie économique qui lui permet de comprendre les lois

du développement du capitalisme; qui lui permet de constater d'où vient et où mène le capitalisme; qui lui permet de comprendre la nature de la lutte de classes entre ouvriers et capitalistes et la mission historique de la classe ouvrière: prendre le pouvoir, exproprier les capitalistes et construire le socialisme. Dans ce domaine, l'ouvrage essentiel de Marx, c'est *Le Capital*, auquel il a consacré le gros de sa vie active.

Mais *Le Capital* n'est pas un livre pour débutants. Avant de s'y attaquer, le lecteur devrait se familiariser avec *Socialisme utopique et socialisme scientifique* et le *Manifeste du Parti Communiste* qui le prépareront à comprendre la signification de la découverte fondamentale de Marx, la plus-value.

Il existe de plus plusieurs courts ouvrages dans lesquels l'idée fondamentale de la plus-value est expliquée simplement. Ces ouvrages sont à lire avant *Le Capital*. La lecture de deux brochures de

Marx est essentielle: Salaires, prix et profits et Travail salarié et capital. Également, Karl Marx de Lénine pourrait s'avérer fort utile. Il en est de même du Karl Marx d'Engels et de son Discours sur la tombe de Karl Marx (voir chapitre I) ainsi que les comptes rendus d'Engels sur Le Capital et la Critique de l'économie politique.

Une fois cela lu, ce qui est relativement court, le lecteur aura une compréhension élémentaire des idées maîtresses de la science marxiste de l'économie politique et, en particulier, de la nature de la plus-value.

S'il désire approfondir son étude de l'économie politique, il sera alors en mesure de s'attaquer au Capital.

L'étude du Capital est une grande entreprise. Dans une lettre à l'éditeur de la première version française, Marx lui-même soulevait les difficultés : "Il n'y a pas de route royale pour la science et ceux-là seulement ont la chance d'arriver à ses sommets lumineux qui ne craignent pas de se fatiguer à gravir ses sentiers escarpés."

Pour ceux qui n'auraient pas le temps, cependant, de lire en entier le Livre I du Capital, Marx a donné un conseil judicieux dans une lettre au Dr Kugelmann (30 novembre 1867). Il conseillait de lire les chapitres "La journée de travail", "Coopération", "Division du travail et manufacture", "Machinisme et grande industrie", et finalement la section sur "L'accumulation primitive". Si nécessaire, la lecture des courts ouvrages pré-cités peut être suivie, non pas par la lecture intégrale du Capital, mais uniquement de ces quelques chapitres.

Mais pour l'étudiant désireux de maîtriser le contenu et la méthode du Capital, il lui faut lire l'ouvrage au grand complet malgré la difficulté des premiers chapitres.

C'est seulement ainsi qu'il pourra saisir la logique et le développement scientifique de l'exposé de Marx sur la base de l'analyse de la production marchande, de la formation du capital, puis de la plus-value, pour révéler la loi économique du mouvement de la société capitaliste.

Le Capital compte trois livres, dont le premier est le plus important. Engels a indiqué dans une lettre à

Victor Adler (16 mars 1895) que les chapitres les plus importants du Livre deuxième sont les chapitres 1, 4, 7, 8, 9 et

dans le Livre troisième, les chapitres 1, 4, 8, 9, 13 à 27, 37, 38, 44 à 47.

Initialement, Marx avait l'intention de publier un quatrième livre, aujourd'hui disponible en partie en français sous le titre Théories sur la plus-value. On y trouvera un exposé fort utile des principes économiques fondamentaux du marxisme. On y trouvera également l'analyse la plus complète de Marx sur la nature des crises économiques cycliques du capitalisme qui sont brièvement abordées au chapitre 25 du Livre premier, au chapitre 15 partie 3 et au chapitre 30 du Livre troisième.

Comme guide et complément à l'étude du Capital, on devrait utiliser le Résumé du Capital d'Engels. On pourra aussi consulter Ce que sont les "amis du peuple" (voir chapitre III) de Lénine dans lequel on retrouvera beaucoup de matériel concernant Le Capital et sa portée.

Dans la deuxième partie de l'Anti-Dühring d'Engels, on trouvera un important exposé sur l'économie marxiste (voir chapitre II). Les chapitres suivants de l'Anti-Dühring expliquent quelques-uns des concepts fondamentaux de l'économie politique tandis que les premiers chapitres expliquent comment le mode de répartition des marchandises dépend du mode de production.

Parmi les autres ouvrages traitant de l'économie politique, il n'est pas essentiel de lire la Contribution à la critique de l'économie politique. Ce livre n'est pas de lecture facile et traite d'un sujet que Marx a retravaillé dans la première partie du Capital.

Il y a aussi les importants articles d'Engels (La question du logement), de Lénine (Le développement du capitalisme en Russie, Pour caractériser le romantisme économique et sur La question agraire). Ce dernier est essentiel pour comprendre le développement du capitalisme dans l'agriculture. Sur cette question particulière, le lecteur peut aussi consulter dans Le Capital, le chapitre 15, partie 10, les chapitres 25 partie 4, 27 à 30 du Livre premier et la sixième section du Livre troisième.

RUBRIQUE SYNDICALISME

Analyse du syndicalisme international et national Ci-joint, la contribution du camarade J. Lop

La troisième vague de la crise du système capitaliste débute. Pour sauver le système, la dette des états a été gonflée avec les pertes du système bancaire et productif. C'est comme si les banquiers avaient passé leurs dettes, tout en gardant leurs créances (les dettes que d'autres leur doivent). Bien sûr, aussi bien Sarkozy, que le PS et la social-démocratie européenne sont là pour s'assurer du remboursement par les peuples, comme ils le font avec zèle en Irlande, en Grèce, au Portugal, en Espagne, en Lettonie ... Si les peuples résistent, le fascisme est et sera l'ultime bâton, comme le montre les tentatives de réutiliser la carte « la fille » de la famille Le Pen en France et d'autres formes de racisme et de fascisme dans le reste de l'Europe.. Pour mettre en échec ces plans, il faut s'attaquer au système capitaliste et non pas essayer de le sauver. Nos dirigeants syndicaux, eux, se sont bousculés pour rencontrer et serrer la main de Fillon leur faisant la leçon sur la sauvegarde du système capitaliste. Mais bien sûr, inéluctablement, toute faillite économique est suivie d'une faillite politique. À l'approche des présidentielles, nos dirigeants syndicaux conçoivent les manifestations et les luttes comme des meetings préélectoraux. Ils n'en feront jamais de véritables mouvements de protestations offensifs et des moments d'élévation de la conscience politique collective et d'accélération des luttes. Ils avancent des revendications d'un niveau parfois élevé mais ils

n'ont rien fait de fort pour conserver notre système social. Comme la CSI et la CES au niveau international, ils occultent le caractère gravissime de la crise du système capitaliste, ils n'en font pas l'occasion de remettre en cause ce système, l'exploitation de l'homme par l'homme. Ils ne veulent pas évoquer un changement de système où les travailleurs maîtriseront les fruits de leur labeur. Ils espèrent encore et toujours que le capitalisme leur concédera quelques privilèges ou quelques places. Pour notre part, nous savons, et la classe ouvrière le voit bien, que le système capitaliste va renforcer son exploitation et la misère pour faire face aux crises qu'il a lui même produites. Nous devons espérer que ces efforts soient désespérés et que la faillite soit imminente. Les peuples et les classes ouvrières doivent et devront se battre pour refuser d'en payer les conséquences. Le temps et l'aggravation inexorable de la crise jouent dans ce sens. Dès 2007, FSM-France s'est permis d'annoncer cette crise en commentant le résultat des élections présidentielles dans son tract du 1er mai : « La petite bourgeoisie qui s'accroche à un bout de papier, pensant échapper à la vague destructrice d'une crise majeure du système capitaliste révélée par un krach boursier ou immobilier, perdra ses illusions ».

pour

I'

O

C

F

www.orgco

VISITEZ NOTRE NOUVEAU SITE WEB : [HTTP://WWW.NORTHSTARCOMPASS.ORG/](http://WWW.NORTHSTARCOMPASS.ORG/)



De vieux jeux politiques inutiles pour guérir des maladies américaines (COMMENTAIRE)

ASE PRO



<http://www.chine-informations.com/>

Le Sénat américain, malgré l'opposition ferme de Beijing, a adopté mardi un projet de loi poussant la Chine à réévaluer sa monnaie, le yuan, mettant ainsi le commerce bilatéral dans une éventuelle situation dangereuse.

Avec ce projet de loi, des hommes politiques américains cherchent, une fois de plus, à plaire aux électeurs en faisant de la Chine un bouc émissaire responsable des problèmes intérieurs, à l'approche de l'élection présidentielle prévue pour 2012.

Cependant, comme des tentatives précédentes, le Sénat américain a encore pris une mauvaise décision pour régler les malaises économiques chroniques des Etats-Unis.

Le projet de loi, qui permettrait à Washington de désigner Beijing comme "manipulateur du taux de change" et d'imposer ainsi des tarifs douaniers punitifs sur les importations chinoises, a été largement considéré comme une violation flagrante des réglementations du libre-échange.

Et les perspectives de ce projet de loi demeurent incertaines. Il nécessite le feu vert de la Chambre des représentants et du président Barack Obama avant d'être officiellement considéré comme une loi. Mais le Sénat a bel et bien posé une bombe qui pourrait provoquer une éventuelle guerre commerciale entre les deux plus grandes économies mondiales.

La Maison Blanche craint que le projet de loi ne soit pas soutenu par l'Organisation mondiale du commerce (OMC), tandis que le président de la Chambre des représentants John Boehner a averti qu'un tel projet de loi était "dangereux" et risquait de déclencher une guerre commerciale.

Une éventuelle imposition unilatérale des tarifs douaniers punitifs à l'encontre des produits chinois entraînera certainement des mesures de représailles de la part de la Chine.

Lundi, le vice-ministre chinois des Affaires étrangères, Cui Tiankai, a indiqué que le projet de loi ne représentait, en aucun cas, la réalité du partenariat économique et commercial entre la Chine et les Etats-Unis, et qu'il pourrait avoir un effet négatif sur le développement des relations bilatérales.

L'actuel déséquilibre de la balance commerciale n'est pas dû à la prétendue sous-évaluation de la monnaie chinoise, mais est plutôt dû aux évolutions structurelles de l'économie américaine et à la restriction malavisée sur les exportations de produits de haute-technologie vers la Chine.

En effet, la monnaie chinoise a connu une appréciation de 30% par rapport au dollar depuis que la Chine a entrepris une réforme de son taux de change en 2005.

Les Etats-Unis font actuellement face à un haut et persistant taux de chômage; la question du taux de change de la monnaie chinoise n'étant en aucun cas le coeur du problème.

Obama a annoncé début septembre son ambitieux plan emploi qui pourrait créer 400 000 emplois dans le secteur de l'éducation et empêcher le renvoi d'enseignants. Cependant, républicains et démocrates ont engagé des débats sans fin sur ledit projet de loi, paralysant le gouvernement dans ses efforts de lutte contre le chômage.

Les législateurs américains doivent se rendre compte que si les Etats-Unis imposent à la Chine des tarifs douaniers punitifs, les prix des produits chinois sur

le marché américain augmenteront, augmentations qui ne feront qu'affecter les consommateurs américains. Ces derniers achèteront donc des produits importés de pays dont les salaires sont bas tels que l'Indonésie et le Vietnam.

La politique habituelle de dénigrement de Washington envers le yuan n'a été qu'au détriment de son économie, le projet de loi fait d'ailleurs partie de cette politique. Ce projet de loi ne fera qu'entacher les relations commerciales entre les Etats-Unis et la Chine.

C'est donc mieux que la Chambre des représentants et la Maison Blanche agissent pour arrêter la ratification, qui s'il se transforme en loi, portera atteinte non seulement les liens commerciaux entre les deux pays mais aussi à la reprise économique mondiale.

Source: xinhua

La farce législative américaine

Alors que pour la plupart ils s'écartent de leur devoir pour répondre aux appels de plus en plus lourds de leur propre peuple, les hommes politiques américains prétendent être sérieux au sujet de leurs misères économiques en jouant encore une fois le jeu de désigner la Chine et le Yuan comme des boucs émissaires.

Cependant, une loi protectionniste américaine proposant plus de fermeté envers la Chine au sujet de sa monnaie n'offrira pas beaucoup d'emplois américains perdus de manière permanente aux employés à bas salaires du monde entier dans cette ère de mondialisation. Pas plus que cela n'aidera le pays à résoudre ses problèmes fondamentaux, qui sont le résultat d'une période étendue de sur-emprunts et de sur-consommation.

Pire encore, la fragile reprise économique mondiale ne peut tout simplement pas se permettre le risque d'une guerre commerciale généralisée entre les deux plus grandes économies du monde, un conflit que la loi du Sénat américain controversée sur une soi-

disant manipulation de monnaie par la Chine a le pouvoir de déclencher.

Si l'économie mondiale veut éviter une récession imminente et profonde, la communauté internationale doit se tenir aux côtés de la Chine, qui a exprimé sa forte opposition à l'acte de protectionnisme du Sénat américain et averti que cela « violait gravement les règles de l'Organisation Mondiale du Commerce et faisait obstruction aux relations commerciales sino-américaines.

Jeudi, le Président Barack Obama a à ce sujet exprimé des « inquiétudes » au sujet de cette loi, disant qu'elle pourrait être contrevenir aux règles de l'OMC.

Plus important, l'escalade de la manifestation « Occupy Wall Street », qui bénéficie de plus en plus de soutien des syndicats et des étudiants aux Etats-Unis, est le signal d'un message clair et sans ambiguïté aux politiciens de Washington, leur disant qu'il est temps d'abandonner les pratiques éculées de bouc-émissaire.

Du fait d'un conflit entre Républicains et Démocrates sur la gestion des amendements, le Sénat américain a reporté le vote de la loi à mardi soir, au lieu du vote final prévu à l'origine jeudi soir. Hélas, cela ne témoigne d'aucun progrès dans une tentative d'arrêter cette dernière farce législative en date.

Les avocats de ce texte peuvent toujours croire que cette tentative calculée de faire de la Chine un bouc émissaire suffira à leur faire marquer des points politiques tout en soulageant la frustration publique au sujet des problèmes internes.

Mais l'expansion rapide du mouvement « Occupy Wall Street », qui est passé d'un événement ignoré par la plupart des organismes d'information il y a à peine trois semaines à l'actuel mouvement populaire que personne ne peut ou ne devrait négliger témoigne d'une colère publique grandissante envers une paralysie américaine partisane s'agissant des solutions réelles qu'il faut apporter aux problèmes sous-jacents du pays.

Il ne faut pas se méprendre et penser que le protectionnisme est la panacée aux problèmes économiques des Etats-Unis. Ce n'est rien d'autre qu'un exemple de paralysie américaine partisane au sujet de réformes intérieures qui sont vitales pour la revitalisation de l'économie américaine et le rééquilibrage du pouvoir mondial.

Les gens qui protestent à Wall Street et dans d'autres villes américaines l'ont eux bien compris. Et la

communauté internationale, elle, regarde avec attention si les hommes politiques américains vont enfin cesser leur petit jeu de montrer l'autre du doigt et se retrousser les manches pour pondre les réformes que leur peuple exige.

Source: [le Quotidien du Peuple en ligne](#)

L'impossible sauvetage des banques

Par [Charles Sannat](#), directeur économique du site [AuCoffre.com](#)

Il y a plus d'un an, j'attirais l'attention de mes lecteurs sur l'aspect inévitable d'un nouveau plan de soutien au secteur financier et bancaire. Force est de constater qu'après la première intervention des Etats fin 2008/début 2009, aucune des raisons ayant conduit à cette crise n'ont été traitées.

En 2011, il arrive ce qu'il devait arriver. Les banques sont fragiles et manquent cruellement de fonds propres puisqu'elles se sont évertuées – sous l'amicale compréhension de nos gouvernants – à distribuer en dividendes et bonus ce qu'elles auraient pu conserver sous forme de réserves pour se renforcer. Souvenez-vous des grands titres de la presse financière de l'année dernière : *"Record historique de bénéfices pour les Banques"*, *"les bonus à nouveau au plus haut"*.

Une fois encore, nous assistons à une nationalisation des pertes mais à la privatisation des gains. Il faut tout de même noter un changement d'envergure par rapport au climat de 2008. Il y a trois ans nous ne parlions pas, ou peu, de faillite d'Etat. Cela restait une hypothèse de travail à peine crédible. Celui qui l'évoquait était très vite taxé de "déclinologue" – Bill Bonner et Simone Wapler passaient alors pour être un peu fous à cause de leurs analyses... Bref, la réalité actuelle est que les Etats ne sont tout simplement plus en capacité d'agir et de sauver à nouveau le système bancaire.

La preuve est venue il y a quelques jours de Belgique : nos voisins belges sont désormais

menacés par Moody's de dégradation de leur note en raison de leur soutien à DEXIA (BE0003796134 - DEXB). Il est important de rappeler que DEXIA est une "petite" banque. La taille de son bilan est d'environ 500 milliards d'euros. En France rien que BNP-Paribas a un bilan d'une taille supérieure à 2 000 milliards d'euros ! Nos banques sont désormais trop grosses pour être sauvées par les Etats sans entraîner ceux-ci dans leur chute...

L'accord de principe franco-allemand sur la nécessaire recapitalisation des banques achoppe encore sur la meilleure des solutions pour y parvenir ; Merkel et Sarkozy ont renvoyé les aspects concrets au prochain sommet du G20 qui se tiendra le 3 novembre prochain... Pourquoi une telle absence de solution ? Pour une raison finalement assez simple. Si les Etats prennent en charge la recapitalisation de chacune de leur banques respectives, cela aura pour conséquence quasi mécanique la dégradation, par les agences de notation, de la note des pays concernés.

La France ne veut pas de cette solution qui entraînerait une augmentation importante du coût de notre dette puisqu'une dégradation de la note conduit à une augmentation du taux d'intérêt. Donc la dette devient plus chère. Pour rappel, à ce jour, la charge de la dette – c'est-à-dire son remboursement – est de 45,4Mds d'euros ; c'est le troisième poste de dépenses et il absorbe 16,5% des recettes et 80% de l'impôt sur le revenu. Pas de chance, la France est depuis quelques jours mise sous "surveillance" par Moody's.

La France souhaiterait donc faire intervenir le FESF (fonds européen de stabilité financière). Le FESF emprunterait dans ce cas directement les sommes nécessaires à la BCE (banque centrale européenne) qui imprimerait le nombre de billets correspondants. De cette solution, les Allemands ne veulent pas, car faire fonctionner la "planche à billets" est à terme hyper inflationniste. Nos amis d'outre-Rhin restent traumatisés par la période d'hyperinflation des années 1920 qui avait conduit à l'avènement du nazisme. Ils n'accepteront cette solution qu'en dernier recours – d'ici un mois par exemple. Encore une fois, nous n'avons plus le choix des solutions. Il ne reste plus que la monétisation, c'est-à-dire le recours massif à la planche à billets. Cela

fera baisser l'euro et va renchérir le coût de nos importations dans les prochains mois à commencer par le prix du litre d'essence. Mais c'est à ce prix que le système économique et financier pourra continuer à tourner... jusqu'à l'apparition, hélas, parfaitement prévisible de nouvelles pertes du système bancaire qu'il faudra à nouveau combler.

Les banques ne peuvent pas avouer l'étendue de leurs erreurs. Elles feront tout pour sauvegarder leurs intérêts. Elles cacheront la réalité, encore une fois. Il faudra à nouveau les sauver pour la troisième fois. Sans doute en 2014, lorsque les pertes causées par la future explosion de la bulle immobilière en Europe ne pourront plus être masquées.

La mort annoncée du dollar

(Myret Zaki sort un nouveau livre choc « Le dollar va mourir »)

La journaliste économique – qui en 2008 nous a révélé les dessous de la débâcle d'UBS – s'en prend, dans un ouvrage à paraître demain, à la monnaie qui gouverne la planète. Elle démontre, pas à pas, « comment le billet vert est devenu la plus grande bulle spéculative de l'histoire ». Et pourquoi sa fin est programmée.

Le Matin Dimanche (le 9 avril 2011)

Mayret Zaki est, en très peu de temps, devenue l'écrivain économique le plus lu, le plus recherché en Suisse romande. La rédactrice en chef adjoint du magazine Bilan nous reçoit dans les locaux du magazine à Genève. Elle est toujours lumineuse, généreuse, brillante. Et pourtant, ce petit bout de femme de 38 ans, originaire d'Egypte, est sans doute l'une des personnalités les plus craintes actuellement des milieux financiers helvétiques. La Preuve.

Elle publie demain, aux Editions Favre*, un troisième livre à la thèse implacable « la fin du dollar ». Sa démonstration ? « Ce n'est pas l'euro qui va mourir, c'est le dollar ». Silence... Comme elle le raconte elle-même, ce constat a laissé et

laisse toujours ses interlocuteurs totalement cois. « Y compris et peut-être avant tout, les banquiers genevois que j'ai rencontrés et qui sont tellement liés à la première puissance économique mondiale » « tout le monde s'en prend à l'euro car les marchés sont bêtes et moutonniers Mais, c'est le billet vert qui représente aujourd'hui le plus gros risque systémique »

La journaliste – qui a toujours su faire ces nécessaires pas de côté pour s'extraire de l'idéologie dominante et analyser « les faits » – a dû, pour cette stupéfiante enquête, affronter tous les sceptiques « Lorsque j'annonçais à mes différents interlocuteurs que j'écrivais un livre sur la fin du dollar américain, raconte-t-elle, tous m'ont répondu « Mais non, c'est plutôt l'euro qui a des problèmes.

C'est sur la mort de l'euro que vous devriez écrire »

Le risque grec ? Une broutille !

Myret Zaki a ainsi commencé ses investigations sur le billet vert (et sur les dérivés du système financier américain) en plein cœur du naufrage grec. Son livre va sortir demain, au plus fort de la nouvelle crise portugaise qui s'apprête à demander quelque 80 milliards d'euros d'aide à l'Union européenne.

Changer d'avis, donc ? « Jamais ! ». Et la spécialiste, brutalement, nous propulse dans le monde de la réalité, et non plus dans celui de Oui-Oui.

La situation budgétaire des Etats-Unis ? « Ils sont bien plus endettés que l'Europe ». Les pays européens qui, les uns après les autres, menacent de faire défaut ? Vous voulez rire ! « Bien sûr qu'une faillite de la Grèce serait grave en soi, surtout pour ses habitants. Mais la Grèce ne pèse même pas 2% dans la zone euro. Voulez-vous connaître un vrai danger dont personne ne parle ? La faillite de l'Etat de Californie, 7e puissance économique mondiale et qui affiche un taux d'endettement de 90% de son PIB »

Risquons une dernière contre-offensive « Mais les Etats-Unis ne pourront jamais faire faillite. Ils sont non seulement la première puissance économique et militaire mondiale, mais détiennent la monnaie qui règle 80% des transactions internationales. Ils peuvent faire ce qu'ils veulent, non ? »

Eh bien non ! Cette ère est terminée selon l'auteure. La Chine, la Russie, l'Amérique Latine et même, depuis peu, depuis le Printemps arabe, les pays producteurs de pétrole ne veulent plus tout payer en dollars. « Savez-vous que la Russie et la Chine, dans leurs échanges commerciaux, ne recourent plus du tout au billet vert, mais se paient respectivement en rouble et en renmimbi ? »

Nous voilà au centre de la démonstration de la « fin du dollar ». Point d'idéologie anti-américaine ou de théorie du complot : les anciens « alliés » monétaires de Washington – Pékin en tête – prennent de plus en plus leurs distances face au billet vert. « parce que tous savent que le dollar est devenu la plus grande bulle spéculative de l'histoire, affirme Myret Zaki.

La preuve ? Depuis 1913, le dollar, qui n'est plus adossé à aucune valeur tangible, tel l'or, a perdu 97% de sa valeur. A chaque bulle spéculative – la dernière sur les subprimes ayant par exemple détruit quelque 15 000 milliards de dollars en sauvetage bancaire – la Réserve fédérale trouve la même martingale : imprimer, imprimer encore et toujours

du papier. Les Etats-Unis ne produisent pratiquement plus rien ; même des grandes entreprises comme Google, Microsoft ou Facebook ne pèsent plus que pour 6% dans la création de valeur outre-Atlantique. Les Etats-Unis, au contraire, vivent à crédit « Le pays a besoin de 6 dollars de dette pour produire 1 dollar de richesse. Trouvez-vous réellement que nous sommes là face à une économie saine ? »

Les données – entièrement circonstanciées qu'avance Myret Zaki – font en effet trembler. La dette publique de l'Etat fédéral ? On frise à ce jour les 14 000 milliards de dollars, soit plus de 100% du produit intérieur brut (contre 93% pour l'ensemble de la zone euro). On y ajoute l'endettement des ménages, ainsi que celui des entreprises, et nous voici à 360% du PIB, soit une dette de quelque 50 000 milliards de dollars. « Et cela, ne comptabilise toujours pas les engagements futurs que les collectivités publiques américaines ont à l'encontre de leurs retraités ou du système de santé...

Avec la journaliste, c'est toujours comme cela. Vous vous croyez déjà dans le mur ? Détrompez-vous : tout compris, les Etats-Unis affichent aujourd'hui un « trou » de 200'000 milliards de dollars « un

chiffre, reconnaît-elle elle-même, qui ne veut plus rien dire, mais qui fait courir à la planète un risque systémique comme l'histoire humaine n'en a jamais connu »

La Chine change la donne

Pire, ajoute Myret Zaki, Washington et son billet vert n'ont jamais aimé l'euro qui, soudain, a surgi en 1999 et qui se présenta, dans sa force et face à l'ampleur de son marché de 360 millions de consommateurs, comme un concurrent à abattre. L'euro est aujourd'hui une devise dans laquelle le Venezuela ou le Koweït facturent leurs livraisons de pétrole. L'euro est, en outre, une devise que privilégient la Chine, le Japon ou la Russie dans leurs trésors de guerre. Au détriment croissant du dollar. Une alliance « objective » s'est dès lors

constituée entre le pouvoir politique américain et les gros hedge funds anglo-saxons, « qui, pour s'enrichir rapidement et massivement, se sont mis à spéculer sur la faillite de la Grèce, puis contre l'Irlande ou, aujourd'hui, contre le Portugal.

Ce qui par contre, a changé face à cette domination sans partage, c'est que de plus en plus d'Etats forts, dans ce nouveau monde multipolaire, se détournent du dollar qui ne vaut plus rien, y compris les vieux

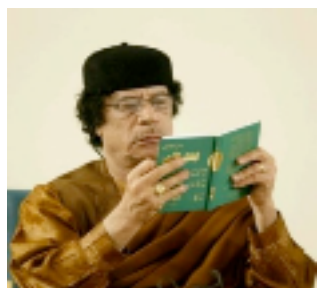
amis (Arabie saoudite en tête) qui vendent aujourd'hui d'avantage de pétrole à la Chine qu'aux Etats-Unis. Les maîtres du monde changent. Et le monde s'y adapte... La fin du dollar roi, alors, c'est pour quand ? « 2014, répond Myret Zaki : l'ère du dollar prendra fin brutalement ou graduellement »

Mais elle est programmée.

9 avril 2011 / Le Matin Dimanche

Libye – Les dernières nouvelles du front

Publié le 31 octobre 2011 par Allain Jules



L'heure n'est pas à la joie côté CNT. On y regrette la mise à mort de Mouammar Kadhafi et il sera demandé à ses militaires de rallier une armée nationale en gestation. Une cellule de

crise s'est réunie ce dimanche à Benghazi, pour faire le bilan de la guerre. S'adressant à ses amis félons, Mustafa Abdel Jalil a menacé de se retirer si le chaos s'installait définitivement.

En 2005, Edgar Morin écrivait « Culture et Barbarie européennes ». L'illustration s'est faite en Libye. Mais, l'échec libyen se dessine au fil des jours. Ceux qui croyaient que l'assassinat de Mouammar Kadhafi allait régler tout se rendent compte qu'ils avaient tout faux. L'heure des règlements de compte ne décimera pas tous les Libyens pro-Kadhafi qui sont traqués, tués, humiliés et dépouillés de leurs biens.

Aujourd'hui, à minuit pétante, les tueurs des Libyens et voleurs de leurs richesses, retirent leurs avions tueurs. La résistance a mis la pédale douce, en attendant ce grand jour. Du nord au sud, à l'ouest et au centre, la résistance s'organise avec une confiance en sa victoire finale. Les Touaregs ont organisé une assemblée générale où, ils ont dit qu'ils se battraient désormais pour leur patrie. On peut comprendre le retrait de l'OTAN qui s'attend,

visiblement, à une guerre sans fin comme en Afghanistan.

Désert libyen – Les combattants loyalistes se reconstituent et promettent de monter vers Tripoli dans les jours qui viennent.

Syrte- Les habitants de Syrte, dont la plupart étaient en fuite, sont revenus enterrer leurs morts et on décidé de se venger une fois les soldats de l'OTAN rentré chez eux. Les renégats qui patrouillaient encore aujourd'hui après avoir pillé leurs biens sont en fuite, craignant pour leur vie. Seuls des humanitaires sont encore présents.

Tripoli- La ville connaît une recrudescence des pillages et des meurtres. Les vainqueurs d'aujourd'hui ont néanmoins connus de sérieuses pertes. 6 d'entre eux qui voulaient aller piller le magasin d'électronique d'un homme de la tribu des Warfala ont été tués, à Abou Salim, pensant qu'il était seul dans ledit magasin. Ses frères l'ont secouru.

Bani Walid – La ville est redevenue...verte, dans la plupart des quartiers. Considérant que l'OTAN ne peut bombarder ces derniers, aucun renégat ne s'aventure dans ces zones. La population se réorganise pour les combattre.

Dans le cas libyen, le plus grave pour le CNT, ce sont les populations civiles qui ont décidé de ne jamais les reconnaître et averti qu'elles ne se laisseront pas impressionnées par les renégats. Qui a dit que l'assassinat de Kadhafi sonnait le glas ? Des cons poursuivent dans la même sémantique idiote pour dire que le CNT a renversé Kadhafi. Sans l'OTAN pourtant, c'est une coquille vide.

"Il faut croire en l'avenir"...

"Il faut croire en l'avenir"... On a pas entendu cela aujourd'hui dans les médias bourgeois d'occident qui ont par contre parlé de "jeudi noir" sur les places boursières.

Non, cette petite phrase est un des commentaires diffusés aujourd'hui sur l'ORTM (seule chaîne télévisée du Mali) à l'occasion de l'inauguration du pont de Sotuba, le 3ème pont routier de Bamako. Un pont de 2,2 km, dont la longueur équivaut au cumul de celle des deux autres. La cérémonie, longue de plus de 3 heures, a été retransmise en direct sur l'ORTM à la mi-journée et coïncidait avec le jour de la fête nationale malienne. Une cérémonie célébrant "l'amitié sino-malienne", la Chine ayant offert ce pont au Mali pour le cinquantième anniversaire de son indépendance. Les travaux avaient débuté en février 2009 et ont coûté 45 millions d'euros à la Chine.

Bref, tandis que ses concurrents se décomposent, l'impérialisme chinois construit habilement sa "Chinafrique"... Gouysse Vincent



Les bamakois l'attendaient depuis des années, mais aujourd'hui ça y est, le troisième **pont de Bamako** sur le gué de **Sotuba** a été inauguré ce matin par **ATT** (Amadou Toumani Touré) après plus de deux années de travaux. Le tout aura coûté 30 milliards de FCFA pour un ouvrage de 2,2 kilomètres financé par un don de la **République Populaire de Chine**.

Déstalinisation et réalité

LE PEUPLE DIT: «NON!»

« NOUVELLES D'URSS » no 111

septembre-octobre 2011

Comme on le sait, le Conseil pour les droits de l'homme près le président de la F.R. a proposé de réaliser, dans tout le pays, un programme dit de déstalinisation. Le Conseil près le président considère que, sans la réalisation de ce programme dans le pays, il est impossible d'accomplir sa modernisation, c'est pourquoi il propose de «moderniser la conscience» du peuple de Russie au moyen, voyez-vous, justement de cette «déstalinisation» et «déssoviétisation».

Comme d'habitude, il ne fallait guère penser demander au peuple lui-même s'il voulait que l'on «modernisât» sa conscience de cette façon-là (et peut-être même que cela n'avait pas non plus été programmé).

Mais le peuple de Russie a, si étrange que cela puisse paraître, à ce sujet sa propre opinion. Cette opinion (étonnamment unanime), on est parvenu à la fixer en procédant à un sondage. Ce sondage, initié pour toute la Russie, a été réalisé par des militants du mouvement associatif «Essence du temps» entre le 6 et le 22 avril 2011. Ils ont sondé 36014 personnes de lieux habités de 77 oblastes, kraïs et républiques de Russie. L'échantillonnage, «remonté» par les méthodes mathématiques en usage, est représentatif de la population de Russie pour les personnes ayant plus de 16 ans, par sexe, par tranche d'âge et type de population «urbaine/rurale». Selon les résultats de ce sondage, il ressort que si l'on avait sondé le peuple pour savoir s'il voulait que l'on applique la programme proposé par le Conseil des droits de l'homme, il - le peuple de Russie - aurait alors répondu «NON» avec suffisamment de résolution et de netteté (

voir le schéma ci-dessous).

Ainsi, près de 90 p. 100 de la population de Russie considère qu'il ne faut pas réaliser ce programme. Mais si le président procède quand même à sa réalisation, en dépit de l'opinion du peuple (et l'histoire connaît de ces exemples), cela voudra dire qu'il crache tout simplement au visage de 90 p. 100 des citoyens de Russie, lesquels sont aussi accessoirement à cet instant les électeurs de ce président (ou, ma foi, d'un autre du même acabit).

Cette exploration montre de manière convaincante que le peuple de Russie ne veut d'aucune déssoviétisation ni déstalinisation et ne soutient ce programme sous aucune condition. Il est important de comprendre que, dans cette exploration, il ne s'est pas manifesté un seul groupe, si infime soit-il, de la population qui soit disposé à ce qu'on réalise le programme proposé par le Conseil près le président. C'est-à-dire que la population de Russie se prononce monolithiquement contre le programme de déstalinisation. Cette position rassemble les gens de toutes nationalités, de toutes confessions, de différentes situations sociales et de revenus, jeunes et vieux, instruits et pas très, vivant en ville ou dans de lointains villages •.

Par conséquent, la réalisation du programme de déstalinisation dans de telles conditions serait la manière la plus féroce de bafouer la démocratie et les droits de l'homme que, justement, ledit Conseil près le président devrait défendre.

On peut voir les résultats complets du sondage à l'adresse:
<http://eot.su/sites/default/files/axio.pdf>

Article publié dans le journal russe «Misl'», no 5 (331), 2011

"2010-2011 : Le réveil du dragon s'accélère "

En septembre 2010, dans notre livre « Le réveil du dragon », nous avons analysé les caractéristiques de la déroute multiforme des pays impérialistes en déclin. Nous avons alors montré que les illusions de la "reprise économique" se dissiperaient rapidement devant la réalité du mur de la dette. Dans le même temps, nous avons montré que l'émergence de l'impérialisme chinois ne faisait que débiter, et que face à celle-ci, ses concurrents se trouveraient de plus en plus démunis et impuissants. Ainsi, comme nous allons le voir dans ce nouveau livre, même l'actuelle flambée du recours aux méthodes coloniales apparaît n'être qu'un bien éphémère sursis. Un sursis synonyme d'aveu d'impuissance, au moment où les élites des pays impérialistes en déclin apparaissent de plus en plus en difficulté, sur la scène nationale comme internationale. Vincent Gouysse



Première de couverture : Le jet régional ARJ-21, le premier groupe aéronaval chinois emmené par le porte-avions Shi-Lang et le chasseur furtif chinois J-20 (vues d'artistes de quelques symboles de la montée en puissance de l'industrie chinoise).

- Quatrième de couverture : Le pont Haiwan (devenu cette année le plus long pont maritime du monde), le sous-marin habité Jiaolong et le futur module spatial Tiangong 1 (symboles des programmes d'exploration sous-marin et spatial chinois) ; enfin, l'un des ouvrages composant le titanesque projet d'adduction d'eau sud-nord



Ce livre est un complément indispensable du livre « Le réveil du dragon ». Dans ce livre, comme dans le précédent, le camarade Vincent Gouysse analyse avec rigueur les problèmes auxquels auront à faire face les pays impérialistes en déclin dans un avenir assez proche . Ce livre fournit un outil pour approfondir cette nouvelle période de l'histoire de l'impérialisme et comprendre les principales caractéristiques du développement de l'impérialisme chinois par des faits concrets. En illustrant de manière scientifique la loi léniniste du développement inégal des pays capitalistes , Ce livre fournit une importante contribution à l'enrichissement du marxisme et à la promotion de l'influence du socialisme scientifique en nous aidant à saisir l'essence de la réalité. Or, comme le remarquait Lénine, « la réalité est le meilleur remède à toutes les divergences théoriques ». (Lénine, *Œuvres* , tome 8, p.245). L'oeuvre du camarade Vincent Gouysse fournit donc une importante contribution à la construction de l'unité des communistes.

Dr Adélar Paquin .

Vous pouvez télécharger le livre gratuitement ou en commander une version papier en vous adressant :

<http://www.communisme-bolchevisme.net/>

